

EDUCATION Un taux de 51,57% de réussite au Bac

Lire l'article de M. Aziza page 3



ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA NOUVELLE ALLOCATION TOURISTIQUE Toutes les dispositions pratiques mises en œuvre

Lire l'article de A. Z. page 4



UTILISATION DES JET-SKIS Mesures dissuasives contre les contrevenants

P. 4



SAHARA OCCIDENTAL, GHAZA Convergence de vues entre l'Algérie et le Zimbabwe

P. 3



BASSINS DE GOURARA
ET DE BERKINE-EST

Accord entre Sonatrach et la société chinoise Sinopec

P. 4

Ghaza bombardée et affamée Silence complice de la communauté internationale

Mohamed Mehdi

Hier, dimanche 653e jour d'agression sioniste et 141e jour de siège total de Ghaza, les sirènes de détresse ont tenté de briser le silence complice de la communauté internationale qui se contente de regarder une population de plus de 2 millions de personnes, dont près d'un million d'enfants, mourir de famine, de soif, de bombardements et d'absence de soins médicaux.

« Nos sirènes sont la voix des affamés et des affligés ». A l'appel du ministère palestinien de la Santé à Ghaza, à 11h (localement), les sirènes des ambulances de Ghaza ont retenti simultanément dans plusieurs établissements hospitaliers, dont le Complexe médical Al-Shifa, l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa, et le Complexe médical Nasser, pour alerter face à l'aggravation de la famine et à la dégradation de la situation sanitaire dans l'enclave assiégée depuis bientôt 5 mois.

Pour le 653e jour, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre la population civile, femmes et enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.

Le bilan du ministère de la Santé publié hier fait état de 715 victimes, dont 130 martyrs et 495 blessés parvenus dans les hôpitaux de Ghaza lors des précédentes 24h (samedi), soit au total 58.895 martyrs et 140.980 blessés, depuis le 7 octobre 2023. Depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, le nombre de victimes s'élève à 8.066 martyrs et 28.939 blessés. Les massacres dans les « centres d'aide » israélo-américains se poursuivent. Lors des précédentes 24h, les hôpitaux ont reçu 31 martyrs et 107 blessés, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 922 martyrs et 5.861 blessés, ajoute le ministère.

Dans une déclaration à Al Jazeera, le Dr Mohammed Abu Salmiya, directeur du complexe médical Al-Shifa, a affirmé que cette politique israélienne de blocus généralisé « menace aussi bien la population de Ghaza, mais aussi la vie des blessés et des malades dans les hôpitaux ».

Le directeur général du ministère de la Santé de Ghaza a lui aussi déclaré: « Nous sommes confrontés à un massacre complexe dû à la famine et aux bombardements incessants ». « Un massacre silencieux qui a fait à ce jour 86 martyrs (18 en 24 heures), dont 76 enfants et 10 adultes, morts de famine et de malnutrition », affirme encore le ministère de la Santé qui a appelé à « l'ouverture immédiate des points de passage pour permettre l'entrée des besoins en nourriture et en médicaments ».

Hier, depuis l'aube jusqu'à 15h, le bilan des massacres israéliens s'est élevé à « 84 martyrs, dont 73 parmi les demandeurs de l'aide alimentaire, ainsi que 150 blessés, dont certains dans un état grave », a indiqué le ministère de la Santé dans une autre

publication. Sur le terrain, la résistance continue de mener des opérations contre les troupes sionistes dans plusieurs régions à Ghaza.

Les Brigades al-Qassam, la branche militaire du Mouvement de résistance islamique (Hamas), a annoncé hier qu'un de ses tireurs d'élite a abattu un soldat sioniste, qui se trouvait à bord d'un char Merkava près de l'école Nazareth, dans le quartier de Shujaiya, à l'est de la ville de Ghaza.

Toujours à Al-Shujaiya, Al-Qassam ajoute : « En collaboration avec les Brigades Al-Qods, nous avons ciblé trois chars sionistes Merkava avec des bombes Shawath et Thaqib et un missile Tandem ». Le Conseil norvégien pour les réfugiés appelle à un « véritable accès » à Ghaza.

Dans une publication sur X, Jan Egeland, directeur du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), a rejeté les récents commentaires du chef de la diplomatie européenne, qui a déclaré que l'Union avait noté « quelques signes positifs » concernant la distribution de l'aide à Ghaza. Kaja Kallas a déclaré aux journalistes cette semaine que des « signes positifs » comprenaient « davantage de camions entrant » dans l'enclave bombardée. « Mais pour le NRC et bien d'autres, aucune aide n'est arrivée depuis 142 jours. Pas un seul camion.

Pas une seule livraison. Pour les rares acteurs autorisés à acheminer des fournitures limitées, l'ONU rapporte qu'entre le 19 mai et le 14 juillet, seulement 28 camions par jour en moyenne ont été récupérés pour être distribués à Ghaza », a déclaré Jan Egeland.

« Pourquoi ? Parce que les convois humanitaires circulent sans sécurité, que les chauffeurs sont pris sous les tirs et que des civils sont tués en attendant de la nourriture. Ce n'est pas un accès », a-t-il poursuivi.

Le directeur du NRC explique que « plus de 85 % des camions d'aide humanitaire n'arrivent jamais à destination », que leur contenu est soit « saisi ou dépouillé en cours de route par des foules affamées, ou perdu dans le chaos de systèmes effondrés ». « Sur les "sites de distribution" militarisés gérés par la Fondation humanitaire pour Ghaza, le résultat a été une mort massive de civils, et non une aide humanitaire ». « L'accès signifie plus que l'entrée : il signifie une distribution sûre, fiable et respectueuse des principes. Rien de tout cela n'existe », dit-il encore.

Alors, « qualifier cela de "bon signe" est non seulement trompeur, mais cela remet en cause la réalité à laquelle les travailleurs humanitaires et les civils sont confrontés au quotidien », dénonce le patron du NRC qui appelle « les donateurs et les diplomates » à « exiger un véritable accès : des garanties de sécurité, une entrée à grande échelle et la fin des distributions militarisées ». « Ce n'est pas un progrès. C'est un échec, rebaptisé », conclut M. Egeland dans sa publication.

ANALYSE

Laala Bechetoula

Les sirènes ont hurlé dans la nuit d'Alep. Une fois encore.

Indifférence presque totale du monde, Israël a mené dans la nuit du 15 au 16 juillet une nouvelle série

de frappes sur le territoire syrien, ciblant – selon ses propres dires – des « infrastructures militaires » liées à l'Iran et au Hezbollah. Cette rhétorique est désormais bien huilée, recyclée à l'infini : « riposte préventive », « lutte contre l'axe du mal », « neutralisation de menaces potentielles ». Mais sur le terrain, ce sont toujours les mêmes images : hôpitaux sous pression, quartiers éventrés, familles endeuillées. Et le même silence assourdissant des capitales occidentales. Depuis le début de la guerre civile syrienne en 2011, Israël a mené plus de 1500 frappes aériennes sur le territoire syrien. La cible ? Officiellement, des convois d'armes en direction du Liban, des bases militaires iraniennes, des positions du Hezbollah. En réalité, ces frappes se déroulent dans un vide diplomatique et juridique, profitant du chaos syrien et de l'usure de l'attention internationale.

Le dernier raid a visé des positions près d'Alep et de Damas, provoquant plusieurs explosions secondaires dans des dépôts d'armement. Selon des sources locales, au moins 12 personnes auraient été tuées, dont plusieurs soldats syriens et techniciens iraniens. Parmi eux, des conseillers militaires venus aider à la reconstruction des systèmes de défense antiaériens détruits lors d'attaques précédentes.

Derrière ces frappes, il y a une logique stratégique : empêcher toute consolidation de l'axe Téhéran-Damas-Beyrouth-Gaza, perçu comme une menace existentielle par l'État hébreu.

En pleine guerre contre le Hamas dans la bande de Gaza, et alors que les tensions s'enflamment à la frontière libanaise, Israël cherche à resserrer l'étau sur tous les fronts. La Syrie, affaiblie, ébranlée économiquement, devient une cible facile.

Mais faut-il rappeler que ce « droit à la sécurité » israélien s'exerce au mépris du droit international, sans mandat de l'ONU, sans procès, sans enquête ? Faut-il rappeler que le territoire syrien n'est pas une terre de chasse auto-

Syrie, encore une fois... Qui pleurera les ruines d'Alep ?

risée pour l'armée de l'air israélienne ? Et surtout, faut-il oublier que chaque frappe est une gifle à la souveraineté syrienne, un défi à l'ordre international, une normalisation progressive de la

guerre préventive ? Pas une condamnation ferme de la part de l'Union européenne. Aucune déclaration d'indignation au Conseil de sécurité. Washington, fidèle au poste, évoque « le droit d'Israël à se défendre ». Les capitales arabes, elles, observent, se taisent, ou parfois applaudissent en coulisse, prisonnières de leur alignement stratégique sur Tel Aviv ou de leur peur viscérale de Téhéran.

Le monde a accepté l'idée que la Syrie est devenue un terrain d'essai, un théâtre d'ombres où tous les coups sont permis. Mais ce qui est en jeu dépasse la Syrie : il s'agit d'un précédent inquiétant où la force prime sur le droit, où le silence devient complicité, où la souffrance des peuples devient secondaire face aux équilibres géopolitiques.

Et pourtant, les Syriens restent debout, comme ils peuvent, comme ils l'ont toujours fait. Alep, cette ville martyre, aux minarets défigurés et aux marchés détruits, panse encore ses plaies. Les enfants y jouent entre les gravats, les femmes y reconstruisent des cuisines sous des toits troués, les hommes y réparent les câbles électriques à la main. La vie continue, dans un entêtement admirable.

Mais jusqu'à quand ?

Combien de fois Alep devra-t-elle tomber pour que le monde s'en souvienne ?

Combien de frappes faudra-t-il avant que l'ONU lève un sourcil ?

Combien de morts avant qu'un dirigeant occidental ose dire : « Assez » ?

Une question brûlante laissée en suspens

Qui pleurera les ruines d'Alep ?

Pas les chancelleries. Pas les médias dominants. Peut-être nous, journalistes engagés dans une autre idée du monde. Peut-être vous, lecteurs encore sensibles à l'injustice. Peut-être l'Histoire, dans quelques décennies, quand il sera trop tard.

Mais d'ici là, l'hypocrisie règne. Et le ciel syrien, lui, reste une cible.

Journée africaine de lutte contre la corruption L'engagement de l'Algérie réitéré

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Mme Salima Mousserati, a réaffirmé, dimanche à Alger, l'engagement constant de l'Algérie,

sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la lutte contre la corruption et la consécration des principes de transparence.

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Journée africaine de lutte contre la corruption, Mme Mousserati a précisé que "l'organisation par l'Algérie de cette rencontre africaine illustre une nouvelle fois son engagement constant dans la lutte contre le fléau de la corruption et la consécration de la transparence, de la probité et de la bonne gouvernance", lesquels principes ont été "érigés en priorités par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dès son élection", a-t-elle rappelé.

En effet, a-t-elle dit, le président de la République a fait de la récupération des avoirs "un devoir souverain non négociable, partant du principe que les deniers publics appartiennent au peuple et que toute

tentative de détournement ou de transfert illicite de ces derniers constitue un crime à la fois contre l'Etat et contre la société".

A cette occasion, la présidente de la Haute autorité de transparence a mis en lumière le rôle de l'Algérie dans la promotion des principes de prévention et de lutte contre la corruption en Afrique, à travers "plusieurs initiatives et une vision claire fondée sur le renforcement de la coopération régionale et l'échange d'expertises". De plus, "l'Algérie a veillé, depuis son adhésion à la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption, à jouer un rôle clé dans l'activation des clauses de cet instrument, en contribuant au développement des cadres juridiques et institutionnels de lutte contre la corruption au niveau du continent", a-t-elle ajouté.

L'Algérie veille également à "apporter un soutien constant à l'Association des autorités anti-corruption d'Afrique" et à "partager son expérience nationale en matière de transparence et de contrôle avec ses partenaires africains", partant de son "engagement à ancrer les prin-

cipes de transparence et de bonne gouvernance et à construire un système africain unifié et efficace en matière de prévention et de lutte contre la corruption", a soutenu Mme Mousserati.

Dans la foulée, elle a souligné "l'importance de poursuivre les efforts collectifs en Afrique, à travers le renforcement des mécanismes de coopération, notamment pour la récupération des fonds détournés, l'échange d'informations, l'entraide judiciaire et l'activation des accords bilatéraux et multilatéraux".

La présidente de la Haute autorité de transparence a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de consacrer "le principe d'une Afrique unie contre la corruption", à travers "l'ancrage de la culture de la probité au sein de ses sociétés". Elle a, par là même, appelé à "asseoir des mécanismes efficaces et innovants qui permettent aux pays africains de tracer et de récupérer les fonds détournés, en vue de financer des projets de développement au service des citoyens africains", estimant que de tels projets ont vocation à "rétablir la confiance dans les institutions de l'Etat".

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Education Un taux de 51,57% de réussite au Bac



M. Aziza

Le taux de réussite au baccalauréat pour la session 2025 est de 51,57%, soit un total de 367 122 admis. Ce taux est en recul comparativement à l'édition de 2024 avec un taux de réussite qui avait atteint 58,28%.

Le ministre de l'éducation nationale, Mohamed Seghir Saadaoui, a affirmé hier, lors d'une conférence de presse tenue, à l'occasion de l'annonce des résultats du baccalauréat, que 1754 candidats ont décroché leur bac avec mention excellent, soit 18 /20 de moyenne et plus.

M. Saadaoui a également souligné que certains établissements ont enregistré un taux de réussite atteignant les 100%, tout en saluant l'engagement et les efforts fournis par la communauté éducative. Et de souligner que la meilleure moyenne au baccalauréat pour cette session est de 19,70, obtenue par l'élève Raounak Zani de la wilaya de Souk Ahras, dans la filière Génie électrique, suivie par Yahiaoui Malak de la wilaya de Mascara, filière mathématiques et Kamel Nardjess de la wilaya d'Alger, filière génie électrique, les deux derniers ont obtenu une moyenne de 19,52, se classant respectivement deuxième et troisième au niveau national.

En tête de classement par Wilaya, Tizi Ouzou a encore une fois maintenu sa première place au niveau national, avec un taux de réussite de 62,83%, suivie par la wilaya de Relizane avec un taux de succès de 62,09%.

Le ministre de l'éducation a mis l'accent lors de sa conférence, sur la spécialisation scientifique des candidats au baccalauréat (mathématiques, génie mécanique et génie électrique et des procédés, scientifique et gestion), soulignant l'importance de l'orientation vers les filières scientifiques pour l'avenir du pays.

Cette orientation, précise le ministre, s'inscrit dans une réforme plus large du système éducatif visant à améliorer la qualité de l'enseignement et à l'adapter aux besoins de l'élève à chaque étape de sa scolarité.

Il est revenu sur la nécessité de faire adhérer davantage nos élèves aux Olympiades des Mathématiques, afin d'identifier et soutenir les jeunes talents dans ce domaine. En soulignant lors de son intervention, l'importance de ce genre de compétition visant essentiellement à améliorer le niveau des mathématiques en Algérie et permettre à notre pays une meilleure représentation dans les compétitions internationales des mathématiques.

Saadaoui a salué la bonne organisation du baccalauréat lors de cette session, soulignant la mobilisation de tous les secteurs et acteurs impliqués dans le bon déroulement des examens. Et de souligner que lors de cette session, il n'y a pas eu de coupure totale d'Internet. En reconnaissant qu'il y a eu quelques cas de fraude et de triche qui ont été pris en charge par les institutions compétentes de lutte contre ce genre de cas.

Raïna Raïkoum

Sid Lakhdar Boumediène

L'éducation en vapoteur et chewing-gum

Comment voulez-vous éduquer les élèves et étudiants qui voient à la télévision leur ministre de l'éducation, Elisabeth Borne, ancienne premier ministre de la France, vapoter sur les bancs de l'Assemblée Nationale ?

Et Rachida Dati, ministre de la culture, sur ces mêmes bancs, mâcher un chewing-gum, sans même essayer de camoufler les mouvements grossiers de sa mâchoire comme savent si bien le faire certains élèves et étudiants. Je dis grossier, seulement en considération du lieu et du moment.

Puis, rien ne vous a choqué davantage ? Vous n'avez pas remarqué les deux mots dans les deux postes assumés, EDUCATION ET CULTURE ?

Après cela, allez éduquer les jeunes dans une salle de classe et dans les couloirs ! Ils seraient parfaitement légitimes de vous lancer à la figure qu'on devrait d'abord s'adresser aux plus hautes autorités de l'État.

Que voulez-vous qu'on réponde ? «Ce n'est pas la même chose !». A bon ! diraient-ils, ceux qui nous bassinent tous les jours sur la nécessité de notre éducation à devoir respecter les règles d'une bonne tenue et de respect vis-à-vis des autres ?

Les deux ministres ont déjà fait l'objet d'une remontrance par les médias. Croyez-vous qu'elles ont entendu ou compris la réprimande ? Les voilà qui récidivent, sans aucune vergogne, au moment du discours solennel du premier ministre lors de sa présentation du budget.

Il y a quelques années une photo de presse avait pris en flagrant délit un député qui lisait le journal. Cette photo avait choqué le public, c'était considéré comme une insulte à son vote pour un élu qui le représente.

Pouvait-on s'imaginer que quelques années plus tard, on pouvait vapoter et mâcher du chewing-gum dans le lieu de la représentation nationale ? Non seulement dans ce lieu mais aussi par entraînement dans tous les autres qui exigent une tenue respectueuse en public (je parle de la tenue du comportement pas celle des habits).

Comment voulez-vous que cela ne se produise pas en classe. Les ordinateurs sont maintenant admis en cours pour prendre des notes et c'est une très bonne chose. Mais un grand nombre nous prennent pour des imbéciles en nous disant qu'ils prennent des notes alors qu'ils sont sur Facebook ou autre réseau social ou encore en consultation des mails.

Les chroniqueurs dans les émissions de télévision ne font pas mieux pour beaucoup. Ils utilisent leur Smartphone. Leur justification est aussi piteuse que celle des collégiens et des étudiants qui me donnent la leur. Ils surveilleraient en temps réel les informations pour la réactivité de leurs interventions.

Et nous pourrions remplir cette page avec une infinité d'autres exemples. Finalement, je me demande si je ne suis pas le seul naïf dans cette indignation. Après tout, pourrait-on me dire, que je suis en retard d'une guerre. Et lorsque j'y pense, n'est-ce pas moi qui a toujours accusé les

conventions sociales qui finissent toujours par brider les choix et pensées des citoyens ?

N'est-ce pas moi qui s'est toujours opposé à l'obligation de porter une cravate dans les lieux et dans les moments de cérémonies publiques

ou dans les célébrations familiales ? Pourquoi interdire de chausser des baskets dans de telles circonstances y compris avec un costume ?

Tout cela est vrai. Mais après tout pourquoi la cravate serait-elle un signe de respect, un petit bout de tissu qui pendouille depuis le cou, attachée par un nœud qui exige un diplôme pour le nouer ? Pourquoi être obligé de porter une robe qui brille à un kilomètre pour faire comprendre dans un mariage combien le salaire du mari est de la noble caste des cadres ou des gros commerçants ?

Et ainsi de suite.

Le respect, la bonne tenue et l'éducation se résument-ils à des bouts de tissu et un cuir au pied ? Et pourquoi faisons-nous obligation au pauvre malheureux d'avoir un costume dont le prix fait deux mois de salaire ?

Je suis en contradiction flagrante avec moi-même et ce que j'ai dit en premier ? Je plaide non coupable d'hypocrisie car pour le vapoteur et le chewing-gum de mesdames les ministres, nous sommes dans un autre cas. C'est celui d'avoir l'extrême irrespect de ne pas écouter celui qui vous parle.

C'est vrai que personne n'est obligé d'écouter celui qui parle, surtout celui qui vous plombe les nerfs avec une heure de discours, me dira-t-on. C'est exact mais dans ce cas pourquoi venir l'écouter. Personne n'a été obligé de venir écouter le premier ministre sur les bancs des ministres à l'Assemblée.

Après tout, aucun élève ou étudiant n'est obligé de venir en classe pour écouter le professeur et réussir son examen, n'est-ce pas ? Personne n'est obligé d'écouter les paroles de celui qui vous invite à la maison, n'est-ce pas ?

Vous avez compris qu'à travers ces exemples en humour provocateur, dans le cas de l'écoute à priori voulue et acceptée, on ne peut accepter les arguments précédents. Les deux ministres ne peuvent évoquer la liberté de leur comportement. Ils ont accepté la responsabilité d'assumer une charge gouvernementale et le budget qu'ils ont contribué à construire et pour lequel ils se sont battus pour en avoir une grosse part. Et ne pas écouter celui qui parle en leur nom, surtout lorsqu'il s'agit de celui qui les a choisis et nommés est un manque d'éducation.

Oh combien je souhaiterais qu'à la maison on m'écoute toujours avec une grande attention lorsque je parle. Le souci est qu'on me dit que je parle trop. Que les gens de ma génération soient honnêtes, qui écoutait les cinq heures de discours de Fidel Castro sur la Place de la révolution ?

Et vous, mes chers lecteurs, vous pouvez vapoter et mâcher un chewing-gum, je ne parle pas, j'écris.

Sahara Occidental, Ghaza Convergence de vues entre l'Algérie et le Zimbabwe

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a coprésidé, samedi au siège de la présidence de la République, avec son homologue zimbabwéen, M. Emmerson Mnangagwa, la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant plusieurs domaines de coopération bilatérale.

Les accords signés à l'issue des entretiens bilatéraux entre les deux Présidents englobent un accord entre les chambres de commerce et d'industrie des deux pays et un mémorandum d'entente entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) et l'Agence zimbabwéenne pour l'investissement et le développement (ZIDA).

Un accord a été également signé dans le domaine de la formation professionnelle et de l'enseignement technique et un autre dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

Par la même occasion, un accord bilatéral a été signé dans le domaine du tourisme et un mémorandum d'entente dans le domaine des archives, outre la signature du procès-verbal final de la 4e session de la commission mixte de coopération algéro-zimbabwéenne.

Dans une déclaration conjointe à la presse, avec son homologue zimbabwéen, M. Emmerson Mnangagwa, à l'issue de leurs entretiens bilatéraux, Le président de la République a mis en

avant la convergence totale des positions entre l'Algérie et le Zimbabwe à l'égard des questions internationales et régionales, notamment sur la promotion des solutions pacifiques aux conflits en Afrique, le respect de la souveraineté des Etats et le rejet des ingérences étrangères.

Le président de la République a dit : «Nous partageons une même fierté et un même héritage, liés à la lutte de libération africaine, qui nous incitent à renforcer nos relations historiques».

Le président de la République a souligné que la visite du président zimbabwéen en Algérie «reflète la volonté politique commune de développer ces relations, couronnées au terme de la 4e session de la Commission mixte algéro-zimbabwéenne, par la signature d'accords de coopération et de mémorandums d'entente dans des domaines vitaux».

Le président de la République a remercié son homologue zimbabwéen, pour l'aimable invitation qu'il lui a adressée pour visiter son pays, affirmant qu'il tient à effectuer cette visite et à le rencontrer de nouveau dans la capitale de son pays.

Le président de la République a, par ailleurs, indiqué que ses entretiens avec son homologue zimbabwéen avaient permis d'échanger les vues sur des dossiers et questions d'actualité aux niveaux régional et international». Des échanges lors desquels «nous avons relevé une convergence totale des positions, notamment sur la pro-

motion des solutions pacifiques aux conflits en Afrique, le nécessaire respect de la souveraineté des Etats, le rejet des ingérences étrangères et l'impératif de privilégier les solutions africaines aux problèmes africains», a-t-il précisé.

Et d'ajouter que la rencontre a aussi été l'occasion d'échanger les vues et les analyses sur la situation actuelle dans plusieurs régions, notamment l'agression israélienne contre la bande de Gaza».

L'accent a également été mis sur le soutien à la juste cause du peuple sahraoui, en tant que question de décolonisation de la dernière colonie en Afrique. Nous avons «renouvelé notre soutien aux efforts des Nations Unies visant à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination», a-t-il dit.

Le président de la République a saisi cette occasion, en sa qualité de Coordonnateur de l'Union africaine en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, pour réaffirmer «l'engagement de l'Algérie à poursuivre son rôle d'appui aux efforts de l'Union africaine en faveur de la paix et de la sécurité et dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et la migration clandestine».

De son côté le président de la République du Zimbabwe, M. Emmerson Mnangagwa a affirmé que l'Algérie était un pays ami avec lequel son pays entretient des relations fortes et enracinées en matière de solidarité et de lutte contre le colonialis-

me. «Nous remercions le grand peuple algérien pour ce soutien et cette visite constitue une occasion de renforcer nos relations», a-t-il dit. Le Président Emmerson Mnangagwa a réaffirmé le «caractère révolutionnaire» des relations bilatérales «fortes et enracinées entre les deux pays, découlant de l'esprit de solidarité et de lutte continue contre le colonialisme et l'impérialisme».

Le Président zimbabwéen a également exprimé la solidarité «inébranlable et constante» de son pays avec le peuple sahraoui dans sa lutte juste pour l'autodétermination.

Il a aussi réaffirmé son «soutien au dialogue visant à mettre fin au conflit en Palestine et à assumer la responsabilité vis-à-vis de la situation dramatique endurée par les habitants de Ghaza».

Dans le même contexte, le Président zimbabwéen a présenté ses remerciements à l'Algérie pour «sa générosité manifestée à travers la construction d'une école dans son pays, en sus de l'envoi de 15.000 tonnes d'engrais pour aider à atténuer les effets de la sécheresse causée par le phénomène +El-Nino+ en 2024 », un geste qui a été «chaleureusement accueilli par le peuple zimbabwéen», a-t-il dit.

Ainsi, cette visite permettra aux deux pays «de concrétiser leur volonté commune d'œuvrer à réformer l'ordre mondial, de contribuer à mettre fin à la prolifération des armes et des conflits, ainsi que de lutter contre le terrorisme», a-t-il conclu.

Entrée en vigueur de la nouvelle allocation touristique Toutes les dispositions pratiques mises en œuvre

A. Z.

Introduite par la Loi de finances 2025, et tant attendue par les citoyens, la nouvelle allocation touristique de 750 euros par personne une seule fois par an a été lancée officiellement, hier 20 juillet. Toute la logistique et les procédures ont été mises en œuvre pour que les opérations se déroulent en toute fluidité. Dans ce sillage, la Banque d'Algérie a indiqué, samedi dans un communiqué, que la réservation de la devise, au titre du nouveau droit de change pour voyage à l'étranger, s'effectuera au niveau d'une succursale du réseau de la Banque d'Algérie ou dans les agences de cinq (5) banques publiques, soulignant que la réservation de la devise doit se faire au moins trois (3) jours ouvrés avant la date du voyage. Les banques concernées par cette opération à travers l'ensemble de leurs agences sont la Banque d'Algérie (BNA), la Banque d'agriculture et du développement rural (BADR), la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la Banque de développement local (BDL), selon la même source. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de l'application de l'instruction n 05-2025 fixant les montants et modalités d'octroi du droit de change pour voyage à l'étranger au profit des nationaux résidents où la réservation doit se faire au moins trois (3) jours ouvrés avant la date du voyage, ajoute la même source.

Pour rappel, le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Ed-dine Taleb a signé, jeudi, cette nouvelle instruction en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, laquelle fixe le droit annuel de change pour voyage à l'étranger à 750 euros pour les personnes adultes et à 300 euros pour les mineurs.

LES EFFETS POSITIFS SUR LE PLAN SOCIO-ÉCONOMIQUE SOULIGNÉS

La Banque d'Algérie a affirmé avoir mis en place des mécanismes pratiques adéquats, et mobilisé les moyens logistiques les mieux adaptés aux besoins des citoyens, en vue d'assurer la fluidité de l'opération de l'octroi du droit de change pour voyage, en coordination avec les parties concernées par cette opération. Dans ce cadre, des économistes, des associations de protection des consommateurs et des représentants d'agences de voyages, ont exprimé leur satisfaction, samedi, à la suite de l'annonce concernant l'augmentation du montant de l'allocation touristique, soulignant que cette mesure, qui permettra aux Algériens de voyager plus aisément, reflète l'engagement des hautes autorités du pays à répondre aux aspirations des citoyens.

A ce propos, l'économiste Houari Tigharsi a affirmé dans



une déclaration à l'APS que l'entrée en vigueur du nouveau droit de change pour voyage à l'étranger, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aura «plusieurs effets positifs sur le plan socio-économique».

L'entrée en vigueur de ce nouveau droit de change traduit l'engagement des hautes autorités du pays à répondre aux aspirations des citoyens, qui attendaient depuis des années l'augmentation de cette allocation, a-t-il dit, soulignant que cette décision du président de la République revêtait «d'importantes dimensions économiques et sociales». Selon lui, cette nouvelle allocation permettra aux Algériens de voyager à l'étranger plus aisément. Elle est également de nature à «faciliter les déplacements des professeurs, des chercheurs et des étudiants à l'étranger, tout en permettant aux Algériens d'envisager de nouvelles destinations touristiques, inaccessibles jusque-là», a poursuivi l'expert.

Pour sa part, le directeur de l'Ecole supérieure de commerce, l'économiste Ishak Kherchi, a fait observer que cette décision «améliorera le pouvoir d'achat des voyageurs» et incitera les citoyens à traiter davantage avec les banques, ce qui «contribuera à soutenir la stabilité de la monnaie nationale à moyen terme et à améliorer l'image financière de l'Algérie à l'échelle internationale», car il s'agit, a-t-il expliqué, d'une décision qui «illustre une ouverture financière, la maîtrise de la gestion des changes et l'augmentation des réserves de change». De plus, cette mesure a vocation à soutenir l'activité des agences de tourisme et de voyages, ce qui aura un impact positif sur la dynamique économique, le secteur des services et les bureaux de réservation à travers le pays, a ajouté l'expert. De son côté, le coordinateur national de l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Fadi Tamim, a estimé que l'augmentation de cette allocation à 750 euros, en concrétisation d'un des engagements du président de la République, contribuera à préserver la dignité des citoyens algériens à l'étranger.

DES BALISES POUR PRÉVENIR LES DÉTOURNEMENTS MALVEILLANTS

Se réjouissant de l'augmentation de cette allocation, au titre de l'instruction 05-2025 de la Banque d'Algérie en date du 17 juillet 2025 relative au droit de change pour voyage à l'étranger, M. Tamim a souligné que les conditions prévues dans cette instruction garantissaient le maintien de cette allocation dans le cadre du tourisme. Le président du Syndicat national des agences de tourisme et de voyages, Nadir Belhadj, a, quant à lui, qualifié de «logiques» les conditions d'accès à cette allocation, notamment celle fixant à sept (7) jours la durée minimale de séjour à l'étranger, arguant qu'il s'agit là d'un impératif pour «barrer la route à ceux qui voudraient s'adonner au trafic de devises sur le marché parallèle». Selon lui, les agences de tourisme devraient ainsi réaliser de meilleurs résultats, leurs appréhensions concernant cette saison estivale étant désormais dissipées. Pour rappel, la Banque d'Algérie avait annoncé, jeudi dernier, l'entrée en vigueur, à compter de dimanche 20 juillet 2025, du nouveau droit de change pour voyage à l'étranger, fixé à 750 euros pour les personnes âgées de 19 ans et plus, et à 300 euros pour les personnes âgées entre 12 et moins de 19 ans. La délivrance du montant en devise est effectuée au niveau des points de sortie du territoire national, dans des guichets dédiés au niveau des aéroports, des ports et des frontières terrestres. Le montant en dinars doit être réglé au plus tard trois (3) jours ouvrés avant la date du voyage, auprès des agences bancaires ou des succursales de la Banque d'Algérie, sachant que tout bénéficiaire d'un droit de change qui annule son voyage ou effectue un séjour effectif inférieur à sept (7) jours doit restituer la totalité du montant perçu dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant son retour au pays. Il s'agit là de mesures qui expliquent le retard accusé dans l'application de la hausse de l'allocation touristique, notamment la mise en place des dispositions nécessaires à son application afin de garantir le succès de l'opération et des balises pour éviter les abus ou prévenir les détournements de cette allocation touristique de sa vocation essentielle.

Bassins de Gourara et de Berkine-est Accord entre Sonatrach et la société chinoise Sinopec

Le groupe Sonatrach a signé, dimanche à Alger, un accord de principe avec la société chinoise Sinopec, visant à définir le cadre de coopération entre les deux parties, en prévision de la signature d'un ou plusieurs contrats d'hydrocarbures relatifs à des zones d'intérêt situées dans les bassins de Gourara et de Berkine-est. L'accord a été signé par Ferhat Ounoughi, vice président en charge du Business Développement et du marketing, et Wu Xiuli, Président directeur général du groupe chinois Sinopec Overseas Oil and Gas Limited (SOOGL), sous la supervision du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab.

En vertu de cet accord, les deux parties discuteront du plan de travail à adopter pour l'évaluation et l'exploitation des ressources d'hydrocarbures dans les bassins de Gourara et de Berkine-est, en veillant à l'intégration des meilleures pratiques en matière de protection de l'environnement et d'exploitation responsable des ressources naturelles.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a précisé que "cette signature, fruit d'un long processus de coopération et de travail conjoint, est à même d'ouvrir des perspectives prometteuses aux deux parties pour l'exploration des ressources en hydrocarbures dans les deux zones, ce qui renforcera les opportunités de partenariat et la conclusion de contrats d'hydrocarbures prometteurs dans le cadre d'une valorisation responsable et durable des richesses de notre pays".

M. Hachichi a souligné que le groupe considère cet accord comme une étape "nouvelle et constructive" dans le contexte de la relation "historique" qui l'unit à Sinopec, soulignant que ce partenariat renouvelé "reflète la confiance mutuelle entre les deux parties et la convergence des vues quant à l'importance de développer nos ressources naturelles sur des bases scientifiques et techniques solides".

Il s'est dit, par ailleurs, confiant que l'accord permettra aux deux parties de lancer, à l'avenir, des projets de qualité "répondant aux aspirations de nos deux pays et peuples, et contribuant au développement durable des ressources énergétiques".

Utilisation des jet-skis Mesures dissuasives contre les contrevenants

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a appelé, dimanche dans une instruction, les usagers des véhicules nautiques à moteur (VNM - Jet-skis) à respecter les règles de sécurité prévues par la loi, affirmant la prise de mesures dissuasives contre les contrevenants. "Dans le cadre du suivi de la saison estivale 2025, plusieurs accidents de VNM ont été enregistrés au niveau des plages autorisées à la baignade, ce qui représente une menace pour la sécurité et le confort des estivants, notamment les enfants, et ce, en raison du non-respect par les usagers de ces véhicules des dispositions légales et réglementaires relatives à l'interdiction de

Il a également précisé que l'accord permet aux deux parties de travailler dans les bassins de Gourara et de Berkine Est pour une durée de six (6) mois renouvelable, soulignant: "Nous espérons qu'au terme de cette période, un contrat d'hydrocarbures sera signé pour le développement de ces deux périmètres, à même de renforcer nos capacités de production". M. Hachichi a expliqué que cet accord s'inscrit dans le cadre du plan de développement de Sonatrach, notamment son engagement à élargir ses partenariats stratégiques et à ouvrir de nouvelles perspectives dans les domaines de l'exploration, du développement et de l'innovation, soulignant avoir perçu chez ses partenaires de "Sinopec" une forte volonté de porter la coopération à un niveau stratégique à la hauteur de la profondeur des relations traditionnelles entre l'Algérie et la Chine.

De son côté, le Directeur Général et membre du Conseil d'administration de "Sinopec", Xue Weisong, a affirmé que cet accord représentait un "tournant décisif" dans les relations de partenariat entre les deux parties, exprimant la volonté de la société chinoise de contribuer au développement du secteur des hydrocarbures en Algérie, en mettant à disposition son expertise dans ce domaine. "Sinopec" est convaincue que ses projets en Algérie apporteront une valeur "durable" à sa coopération avec Sonatrach, leur permettant de se développer ensemble à un rythme "rapide", a-t-il ajouté. Il a également affirmé que "Sinopec" ambitionne de travailler à différents niveaux, en menant des études conjointes avec Sonatrach et en examinant la possibilité de réaliser des usines de production d'outils essentiels pour le secteur des hydrocarbures afin de permettre aux deux parties de tirer parti de cette dynamique.

Pour rappel, la société "Sinopec" est présente en Algérie depuis 2002, où elle exploite, en partenariat avec Sonatrach, le gisement de Zarzaitine, dans le cadre d'un contrat de partenariat visant à la récupération et la valorisation des hydrocarbures disponibles dans ce champ.

"Sinopec" est également un partenaire de Sonatrach en vertu d'un contrat d'hydrocarbures signé le 25 février 2025, portant sur l'exploration et l'exploitation du périmètre de Hassi Berkane Nord.

leur utilisation à moins de 100 m de la zone réservée à la baignade", précise la même source. Le ministre a rappelé, à ce titre, que ces mesures s'inscrivent dans le cadre des dispositions de l'article 36 de la loi fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristique des plages. A cet effet, le ministère a appelé à "prendre toutes les mesures nécessaires, en coordination avec les services concernés, en vue d'intensifier les opérations de contrôle des VNM et d'imposer le respect des règles de sécurité prévues par la loi, tout en veillant à l'application rigoureuse et ferme des mesures dissuasives stipulées dans l'article 51 de la loi susmentionnée contre les contrevenants".

République Algérienne Démocratique Populaire
Wilaya D'Oran
Daira De Boutléfis
Commune De Misserghin
Avis d'adjudication 02/2025

Le président de l'assemblée populaire communale de Misserghin lance un avis d'adjudication pour location des locaux professionnels communaux est conforme aux détails indiqués dans le tableau suivant :

Numéro	Nom et adresse du local	Espace	Nombre	Prix d'ouverture par mois	Période de location
01	local professionnel communale N° 02 cite koualdia boudia.	20 m²	01	6.995.00 DA MENSUEL	03 ANS
02	local professionnel communale N° 03 cite koualdia boudia.	20 m²	01	6.995.00 DA MENSUEL	03 ANS
03	local professionnel communale N° 02 cite Hal louez.	21 m²	01	7.345.00 DA MENSUEL	03 ANS
04	local professionnel communale N° 06 cite Hal louez.	21 m²	01	7.345.00 DA MENSUEL	03 ANS
05	local professionnel communale N° 18 cite Hal louez.	20 m²	01	6.995.00 DA MENSUEL	03 ANS
06	local professionnel communale N° 19 cite Hal louez.	20 m²	01	6.995.00 DA MENSUEL	03 ANS
07	local professionnel communale N° 09 cite Hal zabana.	21 m²	01	7.345.00 DA MENSUEL	03 ANS
08	local professionnel communale N° 10 cite Hal zabana.	21 m²	01	7.345.00 DA MENSUEL	03 ANS
09	local professionnel communale N° 18 Misserghine Centre.	20 m²	01	6.995.00 DA MENSUEL	03 ANS

Dossier de Participation à l'Adjudication :

- Une demande écrite de participation à l'enchère indiquant le nom, prénom, adresse de résidence et téléphone munie d'un timbre fiscal d'une valeur de 30da.
- Une copie du registre de commerce
- numéro d'identification fiscal et attestation de non assujettissement fiscal.
- Un extrait du casier judiciaire n'excédant pas 03 mois.
- Un extrait d'acte de naissance.
- Un Copie de certificat de nationalité algérienne ou Copie de carte d'identité
- Un extrait de rôle justifiant que l'intéressé n'est redevable d'aucun impôt.
- Attestation de souscription.
- Reçu de paiement de cahier de charge estime à 3000.00da au niveau régisseur de la commune.
- un reçu de la garante ou un reçu de paiement au trésorier communale de 10% du prix d'ouverture annuel.
- Cahier de charge convient une exposition financière signer et viser.
- Une lettre d'engagement signée par le soumissionnaire.

Observation : Tout les dossiers incomplets administratif ou financier seront refuser pour retirer les cahiers de charge veuillez présenter au niveau de siège de l'APC de Misserghin (service patrimoine) à partir de la publication de cette annonce.

Les offres doivent être parvenues au plus tard sous pli cacheté à l'adresse suivante :

Mr le président de l'assemblée populaire communal de Misserghin.

L'enveloppe intérieure devra être anonyme et porte uniquement la mention

« Soumission pour location des locaux professionnels ou locaux commerciaux n° de la commune de Misserghin »

« A NE PAS OUVRIR »

La date limite de dépôt des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la première apparition du présent avis dans l'un des quotidiens nationaux sans compter les weekends.

L'ouverture des offres dans une audience à la présence des soumissionnaires, le dernier jour de l'annonce à 14 :00h.

Fait à Misserghin le.....

Le président de l'A.P.C

ANEP N° 2531010508

Le Quotidien d'Oran 21/07/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ORAN
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
NIF : 420029000031023

Avis d'Appel d'Offres National ouvert avec exigence de capacités minimales
N° 08 DJS/2025

Projet : REALISATION D'UNE SALLE OMNISPORTS A EL KERMA
Lot 01 : Gros œuvres et CES
Lot 02 : Mur de clôture et Aménagement extérieur (Réservé aux micro-entreprises)

La Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Oran, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour projet : **Réalisation d'une Salle Omnisports à El Kerma**
Lot 01 : Gros œuvres et CES, Lot 02 : Mur de clôture et Aménagement extérieur (Réservé aux micro-entreprises en lot séparé).

Pour participer à cet appel d'offres, Les entreprises doivent satisfaire aux conditions d'éligibilité suivantes :

- **Lot 01 : Gros œuvres et CES :**
 - **En cas de soumissionnaires seul :**
 - Un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité **Catégorie 03 ou plus, activité principale Bâtiment.**
 - Ayant déjà réalisés au moins un (01) projet de même nature (travaux de bâtiment) justifié par des attestations de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrage publics.
 - La moyenne des chiffres d'affaires des trois dernières années (figurant dans les bilans fiscaux visés par les services des impôts) et le C20, doit être égale ou supérieure à **10.000.000,00 DA.**
 - **En cas de soumissionnaires en groupement :**
 - Le chef de fil et les membres du groupement doivent avoir un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité **Catégorie 03 ou plus, activité principale Bâtiment.**
 - Un protocole d'accord non forcément notarié liant les membres du groupement, dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement
 - **Un des membres du groupement** doit avoir une **moyenne des chiffres d'affaires** des trois dernières années (figurant dans les bilans fiscaux visés par les services des impôts) et le C20, doit être égale ou supérieure à **10.000.000,00 DA.**
 - **Un des membres du groupement** ayant déjà réalisé au moins un (01) projet de même nature (travaux de bâtiment) justifié par des attestations de bonne exécution délivrée par les maîtres d'ouvrage publics.
- **Lot 02 : Mur de clôture et Aménagement extérieur (Réservé aux micro-entreprises)**
 - Une attestation ou décision de création de micro-entreprise et ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité **catégorie 01 ou plus activité principale Bâtiment**, conformément aux dispositions de l'article 87 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics.
 - Document de banque ou l'organisme financier concerné, justifiant leur solvabilité bancaire.

Le récépissé de dépôt en cas d'expiration de la qualification ne pourra en aucun cas remplacer celle-ci et le soumissionnaire est considéré comme inéligible pour soumissionner.

Les entreprises peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offre dans la presse nationale, auprès de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Oran service des investissements et des équipements sise au 10, rue MAOUED Ahmed, Ex : Mirauchaux, Oran, contre le paiement de la somme de quatre mille dinars (4000,00) DA non remboursable, à verser au **Trésor public de la wilaya d'Oran.**

Les soumissionnaires devront obligatoirement joindre à leurs dossiers de soumission les pièces réglementaires suivantes :

- 1- **Dossier de candidature :** Conformément au cahier des charges (pages 5 et 6).
- 2- **L'offre technique :** Conformément au cahier des charges (page 6).
- 3- **L'offre financière :** Conformément au cahier des charges (page 6).

Le dossier de candidature, l'offre technique, et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination du prestataire, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière » ou « caution de soumission ». Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ».

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES
N° 08 /DJS/2025

PROJET: REALISATION D'UNE SALLE OMNISPORTS A EL KERMA

LOT (.....) :

Direction de la Jeunesse et des Sports de la Wilaya d'Oran

10, rue MAOUED Ahmed, Ex MIRAUCHAUX, Oran.

« Soumission à ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à **Dix (10) jours** à compter de la 1^{ère} parution du présent avis dans la presse nationale et le BOMOP.

Les offres doivent être déposées par les soumissionnaires le dernier jour la période de préparation des offres de 08 Heures 00 à 12 Heures 00.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13 h00 en séance publique au siège de la Direction de la Jeunesse et des Sports.

Si cette date coïncide à un jour férié, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois.

ANEP N° 2531010533

Le Quotidien d'Oran 21/07/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE TIARET

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE RELATIF A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°18/2025 DU 19/06/2025
NIF : 099814019012035

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales **N°18/2025 DU 19/06/2025** pour la réalisation du :

PROJET : REALISATION DES TRAVAUX D'AMELIORATION URBAINE DE L'ANCIEN TISSU URBAIN A TRAVERS LA WILAYA DE TIARET

, que l'analyse des offres techniques et Financières a abouti aux choix suivants :

N° SITE	LE SITE	N° LOT	LOT	Attribution provisoire	Montant proposé DA/TTC	Montant corrigé DA/TTC	Délais	OBS
07	COMMUNE DE TIARET AXE CPI – PALAIS DE JUSTICE	07	VOIRIE + AMENAGEMENT EXTERIEUR + ECLAIRAGE PUBLIC	KACEM MOHAMED NIF : 15714210002412600000	43.066.100,00	43.066.100,00	02 Mois	MOINS DISANT

Conformément à l'article N°82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés Publics de la wilaya de Tiaret (auprès de la secrétariat générale contre un accusé de réception) dans un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis aux journaux nationaux et le BOMOP.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531010540

Le Quotidien d'Oran 21/07/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE
DAIRA D'EL-HMADNA
COMMUNE D'EL-HMADNA..
NIF : 0984 4807 51401 26

MISE EN DEMEURE N°02

- Il est adressé à Mise En Demeure N°02 à entreprise des travaux publics LAOUFI Mohammed Amine, sise dans le district d'Al-Badr, atelier 02 - Bashar, titulaire du marché n° 07/2025 daté du 18/05/2025, relatif à « REVETEMENT EN BETON BITUMINEUX DE LA ROUTE RELIANTE ENTRE LA ROUTE NATIONAL N°04 ET L'ECOLE DE MARTYR KHATAR ABDELKADER A UNE DISTANCE DE 970 ML A DOUAR EL BRAIDJIA – COMMUNE D'EL HMADNA » à cause de.

- Ne pas reprendre les travaux et soutenir chantier avec des moyens humains et matériels pour réaliser le projet mentionné ci-dessus dans les délais impartis.

- En cas de non-réponse à cette demande dans les 08 jours suivant le premier jour de sa publication dans les journaux, les procédures légales prévues dans ce genre de cas s'appliqueront, à savoir la résiliation.

El Hmadena

le

LE Président de L'APC

ANEP N° 2531010563

Le Quotidien d'Oran 21/07/2025

Importante entreprise nationale recrute.

Diplôme : Ingénieur d'état ou Master 02 en : Génie Civil & Architecture

- Génie civil
- Architecture.
- Hydraulique.
- Hygiène & Sécurité & Environnement.

Expérience : Minimum 03 ans dans le domaine.

Exigence : Maîtrise de la langue Anglais et espagnole est exigée.

Résidence : Oran et Environs.

Lieu de travail : Divers projets implantés au niveau du territoire national.

Avantages : Divers avantages selon la compétence.

Mail : recrutement.gcbdro@gmail.com

ANEP N° 2531100677

Le Quotidien d'Oran 21/07/2025

La chaleur n'est pas un accident : c'est une construction

L'été avance, et avec lui monte une évidence brûlante : nos villes ne sont pas prêtes. Mais à Sétif comme ailleurs, le vrai problème n'est pas la chaleur – c'est l'aménagement. Bitume, béton, dalles et surfaces stériles transforment les centres urbains en foyers thermiques. Pourtant, tout n'a pas toujours été ainsi.



Par Toufik Hedna

De la vallée du M'zab aux médinas oubliées, l'Algérie a longtemps su construire avec le climat. Aujourd'hui, cette mémoire s'efface sous les faux-semblants de la modernité.

SÉTIF, VILLE MINÉRALE, VILLE FOURNAISE

Il est 13h02 au rond-point de la wilaya de Sétif. Température annoncée : 40 °C. Lissée, officielle, institutionnelle. Mais au ras du sol, là où les pieds collent à l'asphalte, le thermomètre infrarouge affiche 58 °C. Plus loin, le sol culmine à 56 °C. Les bancs sont vides, les arbres ont disparu, remplacés par des mâts métalliques. Le confort d'été ? On s'en remet à la clim, ou à Dieu.

Ce n'est ni une erreur, ni une exagération. C'est le résultat d'un choix urbanistique parfaitement assumé : bitumer pour unifier, aplanir pour mieux régner, bétonner pour pacifier. Dévégétaliser aussi, comme on aseptise un lieu qu'on croit neutre. Et pourtant, cette avenue – la rue de Constantine avant l'arrivée du tramway – était l'une des plus belles, des plus ombragées, des plus vivantes. Aujourd'hui, c'est une coulée de chaleur.

Sétif, dans sa modernité minérale, a troqué les arbres contre des lampadaires, les placettes ombragées contre des dalles en béton compacté. Résultat : à chaque pas, la température grimpe. Mais ce n'est pas une fatalité climatique. C'est une architecture de la fournaise. Tout a été refait, du sol aux trottoirs, dans un souci de «propreté visuelle».

Mais où est passée la vie ? Même les patios intérieurs des Harats – autrefois refuges de fraîcheur au cœur des

immeubles haussmanniens – ont été carrelés, surélevés, vidés de toute respiration (50 °C). On a nivelé ce qui protégeait. À croire qu'on craint la terre plus que le feu.

Et pourtant, parfois, un miracle : le vieux quartier de Bomarchi. Une ruelle sans budget, sans rénovation, sans «requalification», mais avec des arbres. L'air y tombe soudain à 27 °C. Trente degrés d'écart, au même moment, sur la même ville. Pas besoin d'innovation : la fraîcheur, on la connaît. Mais on l'a oubliée.

Sétif n'est que la pointe émergée d'un iceberg brûlant. De Constantine à Biskra, de Souk Ahras à Tlemcen, la montée en température n'est pas qu'une affaire de météo. Elle est le symptôme d'un urbanisme qui assèche, qui simplifie, qui rase. Le problème, ce n'est pas la chaleur. C'est l'aménagement urbain.

CE QUE NOS ANCÊTRES SAVAIENT DÉJÀ

On parle aujourd'hui d'innovation climatique, de solutions techniques, d'adaptation urbaine. Mais l'innovation, parfois, c'est juste se souvenir. Se souvenir qu'avant le béton, il y avait la pierre, la terre, le vent – et surtout, le bon sens.

LE M'ZAB COMME MODÈLE D'URBANISME CLIMATIQUE

Nos ancêtres ont su rendre vivable ce qui ne l'était pas. Dans le désert, là où l'ombre ne s'improvise pas, ils ont inventé les oasis. Et pas seulement comme sources d'eau : comme systèmes urbains complets, organisés autour de l'ombre, de la circulation naturelle de l'air, de l'hu-

midité maîtrisée, du rythme solaire.

La vallée du M'zab en est sans doute l'exemple le plus éclairant. Un chef-d'œuvre d'habitat climatique : ruelles orientées pour canaliser l'air, couleurs claires pour réfléchir la lumière, matériaux poreux pour laisser respirer les murs, végétation pensée non pour décorer mais pour rafraîchir. Tout y était fonctionnel, sobre, précis.

Et tout cela, rappelons-le, sans clim, sans goudron, sans dépendance au réseau électrique national, sans besoin de régler un climatiseur sur 18 degrés en plein après-midi. Une architecture systémique, née de la contrainte, mais portée par une intelligence collective.

Ironie de l'histoire : cette intelligence semble s'être perdue jusque chez les Mozabites eux-mêmes, qui modernisent désormais à coups de parpaings, de PVC, de carrelage et de climatisation – oubliant qu'ils vivaient déjà, depuis des siècles, dans l'un des milieux les mieux adaptés au climat saharien.

LES FALAISES HABITÉES : GHOUI OU L'INTELLIGENCE DE LA ROCHE

Un peu plus au nord, dans les gorges spectaculaires de l'Oued Abiod, les habitats troglodytes de Ghoufi offrent un autre exemple de cette intelligence climatique ancestrale. Là encore, rien d'exotique ni de miraculeux : les maisons, taillées dans la paroi rocheuse, s'insèrent dans le relief au lieu de le dominer. Résultat : une température naturellement régulée, été comme hiver, sans artifices, sans bruit, sans facture.

L'épaisseur de la roche joue le rôle de tampon thermique, la disposition épouse la courbe du ter-

rain, et l'espace intérieur reste frais, même sous le soleil brûlant. Ce qu'on appelle aujourd'hui avec emphase «architecture passive» n'était alors qu'une forme de logique vernaculaire, de bon sens appliqué à l'habiter.

Et pourtant, là encore, cette sagesse a été abandonnée. On admire les maisons troglodytes depuis les belvédères, comme des vestiges pittoresques, pendant qu'on construit désormais sur le plateau, au sommet des falaises, dans des maisons en béton, climatisées, carrelées, totalement exposées. On regarde le modèle... mais on l'oublie dès qu'il s'agit de construire. On l'imité, parfois, mais à l'envers.

MÉDINAS, WAST-EDDAR : UN URBANISME PENSÉ POUR RESPIRER

Il n'y a pas que les oasis ou les falaises qui savaient dompter la chaleur. Les médinas algériennes, elles aussi, étaient des chefs-d'œuvre d'urbanisme climatique. La casbah d'Alger, celle de Constantine, celle de Tlemcen : toutes reposaient sur une science subtile de l'espace, une lecture du climat à l'échelle de la rue, de la ruelle, du palier. Aujourd'hui, elles tombent en ruines. Et avec elles, s'effondrent les logiques qui rendaient la vie possible, même en plein été.

Prenez le Wast-eddar, le cœur de la maison. Toujours frais, souvent ombragé, organisé autour d'un bassin, parfois d'un citronnier ou d'un oranger. Ce n'était pas qu'un élément décoratif : c'était le noyau thermique de l'habitat. Un espace de régulation naturelle, pensé pour capter la lumière sans la chaleur, retenir la fraîcheur sans la cloisonner.

La maison y menait par une en-

trée en chicane : succession de passages courbes, étroits, semi-ouverts, où l'air chaud se brisait peu à peu. Dehors, la ruelle rétrécissait à mesure qu'on s'y enfonçait, formant des coudes, des jeux d'ombre, des ruptures. C'était un chemin d'air, un filtre climatique à ciel ouvert. Ce n'était ni naïf, ni instinctif. C'était pensé. Aujourd'hui, on appelle cela «low-tech», «résilience», «sobriété passive». À l'époque, c'était juste vivre en accord avec le climat. On n'avait pas besoin de consommer de l'énergie. On savait la canaliser, la détourner, l'approprier.

Ce que nous avons perdu, ce ne sont pas des techniques. Ce sont des cultures de l'espace, des traditions de l'adaptation, des savoir-faire organiquement liés au mode de vie. Et au lieu de les réintégrer dans nos villes modernes, on les a relégués au musée, mis sous verre, folklorisés dans les brochures. Pendant ce temps, nos rues s'embrasent, nos murs transpirent, et nos urbanistes cherchent des solutions... qu'ils avaient sous les yeux.

RÉAPPRENDRE À CONSTRUIRE AVEC LE CLIMAT

Alors, que faire ? S'abriter dans la nostalgie ? Non. Mais reconnaître que ce que l'on cherche à inventer fébrilement dans les bureaux climatisés, nous l'avons déjà pratiqué, humblement, depuis des siècles. Et qu'au lieu d'imiter les mirages en béton, verre et acier, il serait temps de réécouter nos propres villes, nos médinas, nos oasis, nos falaises. Notre tradition urbanistique n'était pas folklorique. Elle était climatique.

L'enjeu n'est pas de revenir en arrière. Il est d'avancer autrement, en réintégrant dans l'aménagement ce que le béton ne dit pas : l'ombre, la courbe, la respiration, l'épaisseur, l'arbre.

Penser les façades non comme des vitrines à vendre, mais comme des filtres à vivre. Redonner au patio sa centralité thermique. Interdire, pourquoi pas, certains revêtements absurdes en ville. Encourager les matériaux à inertie. Et surtout : réapprendre à construire avec le climat, pas contre lui.

Ce n'est pas un caprice d'architecte. C'est un choix de civilisation. Une affaire de culture, de pédagogie, de politique publique. Et d'humilité. Car l'urbanisme n'est pas un outil de pouvoir. C'est une manière d'habiter le monde.

Et quand il fait 58 degrés au sol, l'heure n'est plus aux effets de style. Elle est à la survie habitée. Élégante, sobre, enracinée.

N.B : Les relevés de température mentionnés dans cet article ont été effectués à Sétif par l'auteur, au moyen d'un thermomètre infrarouge de surface, entre 12h30 et 14h00 durant le mois de juillet. Les mesures ont été prises à hauteur de sol sur différents matériaux (asphalte, béton, dallage, végétation), en conditions réelles d'exposition. Elles visent à illustrer les écarts thermiques concrets générés par les choix d'aménagement urbain.

Si l'Algérie s'ouvrait au tourisme !

Les Algériens, qui avaient pris date avec la première déclaration du ministre du Tourisme sortant à la presse, ont été encore une fois déçus.

Par Cherif Ali*

Ce responsable, à l'instar de ceux qui l'ont précédé, n'a rien entrepris pour dynamiser le tourisme algérien, l'un des moins performants au monde qui ne peut sortir la tête de l'eau en l'absence d'une réelle volonté politique de le libérer du carcan bureaucratique et juridique dans lequel on l'a enfermé.

Il a sa part de responsabilité, lui, qui, lors de son investiture, avait affirmé : «Je ne ménagerai aucun effort pour redresser ce secteur vital et important en remédiant aux insuffisances».

Plus de 1.200 kilomètres de bord de mer, des montagnes boisées surplombant plusieurs vallées et même des cours d'eau, des sources minérales à ciel ouvert, dans le Sud et l'immensité saharienne, on trouve les ergs, les oasis et les parcs du Tassili du Hoggar; en amont, des installations touristiques louables mais franchement insuffisantes; en aval, une demande interne de plus en plus croissante de vacanciers, effectifs ou potentiels, aspirant à la détente !

Certes, le parc hôtelier a besoin d'argent pour son développement, comme il est nécessaire, aussi, de libérer le foncier pour permettre un maximum d'investissements, mais il a aussi besoin et surtout de se débarrasser de tous ceux qui font fuir les investisseurs, lassés d'être rackettés par des responsables beaucoup plus soucieux de leur avenir que de celui du tourisme national !

On a toujours parlé au ministère du Tourisme de lancer le tourisme, ou de le relancer, et selon le point de vue de tel ou tel ministre, on vise en même temps, de satisfaire la demande interne et de nous ramener des devises, est-ce possible ?

Depuis 1976, il n'y a eu qu'une seule véritable politique de tourisme qui accordait la priorité au tourisme interne en faveur des nationaux.

Depuis plusieurs décennies donc, il n'y a que des tentatives puériles et sporadiques qui n'ont pas produit de résultats probants :

- Faut-il commencer par réanimer le tourisme domestique et donc commencer par satisfaire une demande intérieure, pesante et urgente ou alors tout miser sur une demande extérieure, hypothétique et virtuelle, soumise de plus en plus à une impitoyable concurrence ?
- Peut-on aussi mener les deux actions en parallèle ?

Certes, beaucoup a été fait, des agences de tourisme ont vu le jour, des formules de voyage ont été testées, des assises du tourisme et même des salons sont ponctuellement organisés, à l'étranger, pour appâter le chaland, en vain.

Comme cette mesure «de permettre aux étrangers souhaitant effectuer des visites touristiques dans le sud du pays, par le biais des agences de tourisme et de voyages nationales agréées, d'obtenir un visa de régularisation à leur arrivée aux postes frontaliers, notamment dans les wilayas du Sud (aéroports et points de passage terrestres), sans avoir à entreprendre les démarches de demande de visa ordinaire».

Pour l'instant, l'Office national de tourisme (ONT) est à court d'idées, après s'être dépensé (inutilement ?) dans les salons internationaux de second plan, voire insignifiants et dont la cible de clientèle, en termes de marketing ne correspond pas aux deux produits algériens phares «saharien et balnéaire» ; il s'agit des salons de Moscou, Budapest (Hon-



grie), Varsovie (Pologne), Tunis, Casablanca et Le Caire. Il faut dire aussi que le ministère du Tourisme et c'est son principal défaut a toujours voulu évoluer en solitaire, dans une insularité criarde, sans aucune intersectorialité ou complémentarité.

Il lui manque, à ses côtés, et cruellement, un ministère de la Culture fort de ses compétences et de son budget et un ministère de la Communication percutant !

Il lui faut aussi, en appoint, un secteur bancaire réformé, affranchi de ses carcans et des partenaires privés mus par l'esprit gagnant-gagnant !

En effet, le tourisme est une véritable locomotive économique et l'enjeu qu'il implique ne peut relever du seul secteur chargé de sa mise en œuvre. Il interpelle toutes les institutions, politiques et privées, jusqu'au moins planifiable possible, l'Algérien et sa mentalité.

Intervenir sur les mentalités des opérateurs touristiques, c'est aussi une urgence à prendre en considération !

En conséquence, un changement de braquet dans la politique touristique est plus que nécessaire.

Sauver l'artisanat, protéger le patrimoine archéologique et pas que de la convoitise et la cupidité sans bornes des voisins de l'Ouest relève de la priorité !

Rendre nos villes plus attrayantes, conserver une politique de loisirs, améliorer nos transports, renforcer la sécurité partout, promouvoir la gastronomie et l'habit traditionnel algérien, sortir le tapis de Ghardaïa du néant dans lequel il se trouve, rendre nos banques agréables, mettre le wifi partout, voilà un programme plus qu'alléchant pour sortir le tourisme national de sa régression !

Les pays européens de l'Est s'intéressent au produit balnéaire de qualité et bon marché et présentement, seule la Tunisie les intéresse et les attire grâce à sa politique d'ouverture et ses prix imbattables.

Et ce constat terrible ; les pays arabes, Tunisie en tête, reçoivent en masse nos nationaux et ne nous envoient pas les leurs en retour !

Les pays qui doivent être ciblés à l'avenir sont l'Allemagne, à travers le salon de Berlin et la France via les salons de Deauville et de Cannes où réside une forte communauté de pieds-noirs, avides de visiter l'Algérie.

Un éminent spécialiste en tourisme

international l'affirmait : «Une destination touristique, en tant que produit national, se construit sur la durée, 10 à 20 ans (construction d'infrastructures adaptées, formation de personnel, campagnes promotionnelles ciblées, etc.)».

Dieu et la nature ont doté l'Algérie d'une richesse aussi variée qu'exceptionnelle, mais l'apport des hommes qui avaient la charge de promouvoir et de séduire les touristes n'était pas en rapport.

Comme par exemple l'Office Riadh El-Feth, censé être le «Beaubourg» algérien mais qui, faute de gestionnaires compétents, et surtout «banquables» comme Amine Zaoui, Abdelkader Bendaâmache, Safy Boutella, véritables hommes de culture capables d'agir en «VRP» de la culture, se complaît dans la routine au grand dam des quelques visiteurs qui fréquentent encore ce désert culturel !

Le pays est vaste, les sites innombrables, la côte interminable mais les places d'hôtel vacantes sont inexistantes ou infimes au regard des besoins exprimés ou latents; ni les hôtels de gamme moyenne encore moins les auberges bon marché ne sont disponibles; l'Algérie se targue d'avoir 60 hôtels parmi la gamme de luxe, mais il n'existe que très peu d'hôtels classés dans la gamme moyenne (2 et 3 étoiles) et souvent les estivants sont confrontés aux tarifs dissuasifs et rédhitoires de la nuitée à 10.000 DA et plus.

Quant aux plages, le pays en compte 220 interdites à la baignade pour cause de pollution et au total, deux tiers des plages restantes sont infréquentables pour les familles !

Les «gros bras» sont les maîtres des plages où la baignade est autorisée ; l'accès, selon les pouvoirs publics, était censé pourtant être gratuit !

A ce rythme, on payera pour accéder à nos maisons et même pour voir nos enfants, comme l'a affirmé quelqu'un.

Mais sinon, comment appréhender cette équation sachant que les Algériens ne sont pas difficiles ; pour eux, il suffit de créer ceci et cela, disent-ils, pour que les choses aillent mieux et que tout le monde puisse profiter de ses vacances !

Hôtes par devers eux, de tant de peuples au cours des siècles, les Algériens, dès qu'ils en eurent les moyens, s'en allèrent découvrir le monde, avides de voir, de toucher

et d'acheter ce qu'on leur avait pris ou interdit.

Pour les anciens parmi nous, «partir, c'est mourir un peu» ; pour nos enfants, «partir, c'est vivre beaucoup» !

Mais avec les sérieuses restrictions de l'allocation devises, le nombre d'Algériens sortant à l'étranger a chuté de plus de 50%; tout porte à croire que cette tendance à la baisse se confirmera, d'autant plus que les chancelleries des pays de destination visés, européens notamment, ne donnent aucun signe de facilitation pour la délivrance, sans restriction, du fameux visa.

En conséquence, les gens ne voyagent plus hors du territoire national, ou très peu et se rabattent sur le produit touristique local : mais voilà, tout est complet, saturé, râpé pour les Algériens qui ont opté pour le tourisme domestique. Potentialités extraordinaires, sites naturels et historiques inestimables, jeunesse de la population, tout plaide pour une «naissance» du tourisme algérien qui est, présentement, confronté à une double exigence de compétition internationale et de réponse à des besoins sociaux et culturels.

Un ancien ministre annonçait, en son temps, une enveloppe de 270 milliards d'euros d'investissement qui devaient être consacrés au financement de 730 projets, invisibles pour la plupart à ce jour, pour cause de «bureaucratie» !

Cette même bureaucratie, a-t-il dit alors, empêche l'exploitation des zones d'exploitation touristiques (ZET), dont seulement 22 sur les 205 auraient été approuvées par le gouvernement.

L'ALGÉRIE N'A JAMAIS DÉPASSÉ LE SEUIL D'UN MILLION DE VISITEURS ÉTRANGERS, DEPUIS 1963

Ce chiffre inquiète et rassure dans le même temps, car il peut être un atout dans le sens ou des destinations voisines (Maroc et Tunisie) peuvent connaître la saturation contrairement à la Turquie et la Croatie, ces nouvelles destinations en vogue qui en profitent, pourquoi pas à notre pays .

Cet été, ils seront des milliers de compatriotes à vouloir changer d'air, fuir la canicule pour se baigner, tranquillement, en famille, dans les belles plages de Sousse ou à Hammamet pour profiter des dé-

lices de la thalassothérapie ! L'Office national de tourisme de ce pays s'apprête, s'il ne l'a déjà entrepris, de lancer une nouvelle campagne de promotion dont les points forts se résument comme suit :

1. équipes personnalisées, espaces d'orientation pour accueillir «ce marché algérien, l'un des plus fidèles»;
2. prestations hôtelières avec un très bon rapport qualité-prix;
3. plages et piscines gratuites;
4. santé et bien-être des loisirs proposés.

Les autorités tunisiennes espèrent dépasser le seuil du million de touristes algériens, accueillis chez eux, sur l'ensemble de l'année d'avant-Covid, au moment même où l'on se pose la question de savoir si notre ministre du Tourisme va réussir, pour le moins, à mettre en œuvre les recommandations issues de la 5^e commission mixte algéro-tunisienne de coopération dans le domaine touristique portant sur l'importance de l'échange de cadres juridiques et réglementaires dans divers volets du secteur touristique, le jumelage entre les établissements de formation des deux pays et l'organisation de sessions de formation communes.

Le président Tebboune, pour sa part, en est convaincu, le tourisme est désormais un secteur stratégique et la préparation de l'Algérie à la période post-pétrole s'impose !

A cause déjà du syndrome de la dépendance quasi totale de l'économie pétrolière et également de l'abondance de ressources de développement hors hydrocarbures non encore, ou insuffisamment exploitées, susceptibles d'offrir au pays des opportunités d'un développement durable.

Il en a fait son 19^e engagement électoral en insistant sur :

1. la segmentation stratégique de la demande touristique nationale et internationale afin de déterminer le type de tourisme à mettre en valeur (estival, culturel, religieux, saharien / sud et extrême sud, montagneux et familial);
2. la mise en œuvre d'un «Plan destination Algérie»;
3. le développement de la formation dans les métiers de tourisme;
4. L'assouplissement des procédures d'obtention de visas touristiques.

Une feuille de route à appliquer stricto sensu !

La beauté de l'Algérie ne suffit pas pour le retour du tourisme qui reste tributaire de notre capacité à transformer ce potentiel en produits touristiques de qualité en lui conférant une dimension à la hauteur de ses atouts.

Pour cela, il faut des hommes et aussi des femmes comme madame Yasmine Terki, cette passionnée du Gourara non pas pour porter le tourisme national sur des fonts baptismaux, pas encore, mais pour, au moins, «secouer le cocotier» . !

Etant entendu qu'en matière touristique, les insuffisances ne sont pas le résultat d'une fatalité, mais la conséquence directe des errements de tous ces ministres qui, pour le moins, n'avaient pas les compétences requises pour gérer un tel secteur.

En conclusion

«Si l'Algérie s'ouvrait au tourisme, ce serait bien pour ce pays, car il est mieux que le Maroc et la Tunisie réunis. Je rajouterai que j'ai visité plus de deux cents pays, je dois dire que pour moi, l'Algérie est le plus beau» Yann Arthus Bertrand. Reporter / photographe. «L'Algérie vue du ciel» 2015.

*Ancien Cadre supérieur de l'Etat

Education 54,66% de taux de réussite au bac

J. Boukraa

La wilaya d'Oran a enregistré un taux de réussite de 54,66 % au bac session 2025, dont les résultats ont été annoncés, hier, vers 10h sur le site de l'Office national des examens et concours. Les listes des lauréats ont été aussi affichées dans les établissements scolaires. Cette année, le taux de réussite de la wilaya d'Oran a connu une baisse par rapport à l'année passée où il a été enregistré un taux de 59,43 %.

Selon le communiqué de la direction de l'éducation, Boukhetach Habib Allah du lycée "Colonel

Othman", commune d'Aïn Turck, a obtenu la meilleure moyenne à Oran : 19,38 sur 20 (filière mathématique). Selon le même communiqué, 5 candidats ont obtenu des moyennes au-dessus de 19/20, 82 ont obtenu des moyennes entre 18 et 18,99/20. Aussi, 295 ont obtenu des moyennes entre 17 et 17,99/20, 539 ont eu des moyennes entre 16 et 16,66/20, et 716 candidats ont eu des moyennes entre 15 et 15,99.

Selon la même source, au sommet du classement des établissements scolaires à Oran, le lycée « Oueld Kadi Setti » dans la commune de Ben Freha a brillé avec un

taux de réussite impressionnant de 74,47 %. En effet après avoir attendu ce jour avec impatience, après une année scolaire longue et exigeante, marquée par l'effort et la persévérance, les familles des lauréats ont exprimé leur joie à travers des « youyou » résonnant dans les foyers. Certains élèves ont préféré se rendre dans leurs établissements scolaires pour consulter les résultats affichés sur les murs et pour retrouver leurs camarades et amis, afin de partager ensemble ces moments de joie et de bonheur.

Pour rappel, 31 121 candidats, dont 9 900 candidats libres, étaient inscrits pour le bac 2025 à Oran.

Ancien siège de l'APC d'Oran Les travaux de réhabilitation atteignent 70%



K. Assia

Les travaux de réhabilitation de l'ancien siège de l'assemblée populaire communale (APC) d'Oran, avancent bien et sont à un taux de 70%, selon les services de la commune. Lors d'une sortie sur site effectuée cette semaine, le wali d'Oran M Samir Chibani a inspecté ce chantier d'envergure et a visité toute l'enceinte de ce monument historique.

Les travaux ont été relancés il y a plusieurs mois après que le gel ait été levé et une enveloppe financière de 755 millions de dinars,

puisée dans le budget de la wilaya, a été allouée à cette opération de réhabilitation de ce bâtiment administratif, situé à la place 1er Novembre 1954.

Un délai de 12 mois avait été fixé pour sa concrétisation. L'opération porte sur la restauration et le traitement de la façade de la bâtisse, sur la consolidation de sa structure, ainsi que sur la rénovation de la salle des conférences, du musée, de la cour intérieure et l'ensemble des bureaux. Un véritable lifting qui, une fois achevé, aura un impact considérable dans la valorisa-

tion de ce patrimoine historique de la ville.

Il est à noter que la réhabilitation du siège de l'APC de la capitale de l'Ouest, dont l'inauguration date de 1886, s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme ciblant plusieurs structures ainsi que 137 immeubles et bâtisses vétustes, dont les travaux ont débuté au niveau du centre-ville (rue Larbi Ben M'hidi), Bel Air et haï El M'naouer.

A noter que cette visite a été effectuée en présence du chef de daïra d'Oran, des élus locaux et des cadres de l'exécutif

En prévision de la saison automnale Des dispositions pour parer aux inondations

En prévision de la saison automnale, des directives fermes ont été données par le wali d'Oran M Samir Chibani aux responsables des différents services pour entamer une opération de curage des oueds ainsi que des avaloirs et cours d'eau.

Ainsi et afin de faire face aux dangers des inondations et des changements météorologiques, le chef de l'exécutif a réuni les maires, les chefs de daïra, les services de la SEOR, de l'hydraulique et tous les cadres de la wilaya afin de se pencher sur les dispositions à prendre contre les risques des inondations.

Un exposé détaillé sur les préparatifs de la saison des pluies a

été présenté à l'occasion par les cadres de la direction de l'hydraulique et de la protection civile. A l'issue de la présentation de ce rapport, des instructions ont été données pour entamer une campagne de nettoyage des abords de routes, la réfection des bouches d'égout et aussi les canalisations des eaux usées. Il s'agit de mesures qui doivent être initiées afin de faire face à tout danger lié aux changements météorologiques.

Comme première mesure préventive prise à l'issue de cette réunion est le nettoyage de tous les avaloirs et le drainage des eaux des canalisations des eaux de pluie et celles des eaux usées. Il est aussi

question de recenser tous les points d'accumulation des eaux de pluie et de répartir les travaux entre les différents services intervenants et ce afin de protéger les citoyens contre les risques des inondations.

Plusieurs communes ont pris les devants en renforçant leur dispositif de lutte contre les inondations notamment à Arzew où une opération de nettoyage des avaloirs a été lancée à travers plusieurs quartiers de la ville.

Au niveau de la localité d'Es-Sénia, une cellule de veille chargée du suivi des changements météorologiques a été installée au niveau de la daïra en présence des maires et des services concernés.

K. Assia

Université Mohamed Boudiaf Création d'un département dédié à l'aéronautique

L'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran – Mohamed Boudiaf (USTO-MB) vient d'annoncer la création officielle d'un département d'aéronautique au sein de la faculté de génie mécanique.

Ce nouveau département vient structurer une filière déjà active depuis plusieurs années, en réponse à des besoins croissants en formation et en recherche dans le domaine de l'ingénierie aéronautique.

Selon M. Boudia Maamar, du service de communication de l'université, l'officialisation du département s'inscrit dans la continuité d'un projet académique entamé en 2010. Plusieurs étapes ont jalonné cette montée en puissance, notamment : le lancement du Master MCIL – option Aéronautique, l'organisation de conférences scientifiques internationales consacrées à l'ingénierie aéronautique, l'acquisition, en 2024, d'un simulateur de vol, utilisé à la fois pour la formation et la recherche et plus récemment, la sortie de la première promotion du Master MCIL-Aéronautique, concrétisa-

tion d'un parcours académique complet. « Ces efforts ont été portés par une équipe pédagogique pilotée par le professeur Imine Bachir, avec le soutien du professeur émérite Hamou Ahmed, actuel recteur de l'USTO-MB » a-t-il souligné.

Le nouveau département aura pour mission de former des ingénieurs spécialisés en aéronautique, avec une approche axée sur l'innovation, développer des programmes de recherche appliquée, en lien avec les problématiques technologiques et environnementales du secteur et renforcer la coopération avec l'industrie, en nouant des partenariats avec les acteurs économiques nationaux et internationaux du domaine aéronautique.

Avec cette création, l'USTO-MB structure davantage son offre de formation dans les secteurs technologiques avancés. L'université ambitionne ainsi de contribuer à la constitution d'une filière aéronautique nationale, en phase avec les priorités de développement scientifique et industriel du pays.

J. Boukraa

Le Salon national du jeune artisan ouvre ses portes

Le Salon national du jeune artisan s'est ouvert, samedi soir, au village méditerranéen d'Oran, avec la participation de plus de 90 artisans de 35 wilayas, exerçant dans divers domaines de l'artisanat.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du directeur général de l'Agence nationale de l'artisanat traditionnel, Abdelhak Kerdid représentant la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, du directeur général de la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers (CNAM), Abdelkrim Berki, de la directrice générale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), Souad Bendjemil, ainsi que des autorités locales.

Cette manifestation vise à encourager les jeunes à préserver et perpétuer les métiers artisanaux, tout en valorisant leur contribution dans le domaine de la créativité et l'amélioration des produits artisanaux, tant sur le plan de la performance que du marketing, a indiqué M. Kerdid, lors de l'ouverture du salon organisé sous l'égide du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

Il a ajouté que le salon constitue un espace d'échange d'expériences entre jeunes artisans, d'acquisition de nouveaux savoir-faire pour développer leurs

produits, ainsi qu'une plateforme de contact direct avec le client, permettant aux exposants de faire connaître leurs créations, de mieux cibler les besoins du marché pour améliorer leur offre.

De son côté, M. Berki a souligné que l'Algérie compte environ 465 000 artisans, dont 25 pour cent sont des jeunes. Il a indiqué que la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers a mis en place un programme spécial pour cette catégorie, qui comprend notamment des formations sur le marketing numérique, l'usage de l'intelligence artificielle, et la prise de contact avec les startups pour exploiter les plateformes numériques de vente et de promotion.

Organisé par la Chambre nationale de l'artisanat et des métiers, ce salon prévoit des récompenses pour le meilleur produit artisanal et le meilleur stand, selon le même responsable.

L'événement, qui se poursuit jusqu'au 26 juillet, comprend plusieurs pavillons mettant en valeur une grande diversité de créations artisanales dont celles relatives à la poterie artistique, la céramique, les habits traditionnels, les objets en cuivre, la vannerie, les bijoux traditionnels, les produits cosmétiques naturels, et bien d'autres produits alliant patrimoine et créativité des jeunes.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Dahmane Med, 67 ans, Oran

Chaïla Aïnouna, 81 ans, Cité Petit

Abdelmoula Med, 55 ans, Eckmühl

Chaïda Bouhejar, 88 ans, Cuvellier

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 moharram 1447

El Fedjr 04h20	Dohr 13h10	Assar 16h58	Maghreb 20h20	Icha 21h53
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Timimoun

Comment faire face aux risques d'intoxication alimentaire ?

Une campagne de sensibilisation des citoyens aux risques d'intoxication alimentaire, notamment en période estivale, a été lancée à Timimoun, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale du Commerce.

L'initiative vise à sensibiliser le citoyen sur les précautions à prendre pour éviter les produits impropres à la consommation et à tenir compte des conditions d'hygiène dans lesquelles sont préparés les produits proposés à la vente mais aussi les conditions de conservation des aliments, a indiqué le directeur du Commerce, Moussa Nemr.

Des dépliants de sensibilisa-

tion sont distribués aux citoyens au niveau des espaces commerciaux et des lieux publics, pour les orienter sur les comportements à adopter afin d'éviter les risques d'intoxication alimentaire et les réflexes à prendre le cas échéant, en plus de donner des explications sur les aliments nécessitant des conditions de conservation particulières, a-t-il ajouté. Plusieurs partenaires,

dont les directions de la Santé et des Affaires religieuses et les services communaux, sont également impliqués dans cette campagne de sensibilisation devant se poursuivre jusqu'au mois de septembre prochain et englobant, parmi ses activités, des journées d'études, des sorties sur le terrain ainsi que des cours au niveau des mosquées sur les risques d'intoxication alimentaire.

Timimoun

Satisfaire la demande croissante sur l'électricité en été, une priorité

Un plan d'action susceptible d'assurer la distribution continue de l'électricité dans la wilaya de Timimoun durant la période estivale 2025, a été mis en place par la Direction locale de la société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), selon les responsables de l'entreprise.

Ce plan, qui vise à améliorer le service public et satisfaire la demande croissante des citoyens sur cette énergie en saison estivale, du fait des fortes chaleurs dans la région, porte sur la mise en œuvre d'une série d'actions.

Il s'agit notamment de la mise en service de 44 nouveaux transformateurs à travers le territoire de la wilaya, l'entretien des différentes centrales et des réseaux de transport et de distribution de l'électricité, la mise en place d'un plan préventif contre les incendies, et la mobilisation d'équipes d'interventions pluridisciplinaires veillant à assurer la régularité de la distribution et l'intervention, au besoin, pour le rétablissement rapide du courant électrique, a expliqué le directeur de la Sonelgaz de Timimoun, Fawzi Amzal.

Concernant les projets retenus pour la wilaya au titre de l'exercice 2024/2025, M. Amzal a indiqué qu'ils ont été réceptionnés et concernent notamment l'électrification des exploitations agricoles ainsi que le raccordement des zones d'ombre et des zones d'activités.

Une autre opération, en cours, concerne le projet de connexion au réseau national et devra être livrée en 2026, pour contribuer à l'amélioration du réseau électrique de la région et l'impulsion de la dynamique de développement dans la région.

Timimoun

De nouveaux projets pour les télécommunications

De nouveaux projets ont été retenus par le secteur des télécommunications dans la wilaya de Timimoun, susceptibles de promouvoir les prestations du secteur à travers les différentes communes. La wilaya s'est vu accorder un projet de réalisation de trois stations de l'opérateur téléphonique "Mobilis" le long de la RN 118 à fort trafic routier et la concrétisation de 17 nouvelles stations à travers différentes régions dépourvues ou à faible taux de couverture, en plus de l'augmentation du débit de la connexion Internet et la modernisation (technologie 4G) de plus d'une vingtaine de stations

à travers le territoire de la wilaya, a indiqué le directeur de la Poste et des Télécommunications, Mohamed Benabdallah.

Ces projets visent à étendre la couverture en téléphonie mobile et Internet par l'opérateur Mobilis qui a présenté, lors d'une récente rencontre, son programme de développement pour l'exercice 2025.

Le programme en question prévoit la réalisation graduelle de 17 nouvelles stations, dont trois le long de la RN 118, sur la partie relevant de la wilaya de Timimoun et trois (3) autres sur la partie relevant de la wilaya d'El-Bayadh,

portant le taux de couverture sur cet axe routier à 90%, a-t-il expliqué. Assurant que toutes les dispositions procéduraires ont été prises pour le lancement de ce programme, le même responsable a fait part aussi de la réalisation prochaine d'une station de téléphonie mobile au niveau du point kilométrique PK 70 sur la RN 51, un projet très attendu par les agriculteurs de la région.

La couverture des autres parties de cet axe routier se fera dans le cadre de prochains programmes ayant, d'ailleurs, fait l'objet d'études par les responsables concernés.

Mascara, Béchar

Camps d'été au profit de plus d'un millier d'enfants

Trois-cents-cinquante (350) enfants issus de zones rurales de la wilaya de Mascara bénéficient, depuis samedi, de séjours dans des camps d'été sur les plages de la wilaya de Aïn Temouchent, a-t-on appris auprès de la direction de la Jeunesse et des sports (DJS), initiatrice de l'opération.

Le premier groupe, composé de 50 enfants, a pris le départ samedi vers le littoral de la wilaya de Aïn Temouchent pour profiter des plaisirs de la Grande bleue, indique-t-on.

Ils seront hébergés au centre de vacances et de loisirs de la commune d'El Amria, a précisé la même source, soulignant que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme national des camps d'été mis en place par le ministère de la Jeunesse.

Six sessions d'une semaine chacune seront organisées du 19 juillet jusqu'à la mi-septembre au profit d'enfants âgés de 6 à 14 ans.

La DJS de Mascara, en coordination avec la Ligue de wilaya des activités de plein air, de loisirs et d'échanges pour jeunes, a prévu plusieurs activités culturelles, sportives, récréatives, touristiques ainsi que des soirées artistiques à l'intention des enfants.

Plus de 20 animateurs de centres de vacances et de loisirs, ainsi que des éducateurs pour jeunes, assureront l'encadrement et l'accompagnement des enfants durant ces séjours,

selon la même source.

Il est à noter que la liste des bénéficiaires a été établie en coordination avec les établissements de jeunes, les cellules de proximité de solidarité et les services des 47 communes de la wilaya.

Par ailleurs, quelque 723 enfants de la wilaya de Béchar, ont pris le départ vers le littoral, dans le cadre des camps de vacances pour l'actuelle saison estivale, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya.

Il s'agit de 350 enfants issus de familles des agents des différentes collectivités de la wilaya qui vont bénéficier de séjours au bord de la mer durant une quinzaine de jours dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on précisé.

Un autre groupe de 233 autres enfants et adolescents des Scouts musulmans algériens (SMA), ont également pris le départ pour un camp scouts de vacances situé dans la même région côtière, tandis que 150 enfants ont pris la destination du centre de vacances relevant du secteur de la jeunesse et des sports à El Marsa (wilaya de Chlef).

Supervisés par des encadreurs du secteur de la jeunesse et des sports et ceux des SMA, ces camps de vacances permettront aux enfants concernés de bénéficier de séjours au bord de la mer, dans des conditions d'organisation et de prise en charge complète, (restauration et hébergement).

Naâma

Aménagements urbains à Aïn Sefra

Plusieurs opérations d'aménagement et d'amélioration urbaine sont en cours de réalisation dans la ville d'Aïn Sefra pour une enveloppe financière de plus de 300 millions de dinars, a-t-on appris auprès de la direction de l'urbanisme, de la construction et de l'architecture.

Ce programme, qui connaît "une bonne cadence" dans l'avancement des travaux, comprend l'aménagement de places publiques, d'espaces verts, le bitumage de routes urbaines, l'entretien des trottoirs, ainsi que le renouvellement et l'extension de l'éclairage public dans plusieurs quartiers et rues, a précisé le directeur du secteur, M. Belaïmeche Mabrouk.

Les services de cette direction ont également pris en charge l'aménagement de cinq groupements d'habitations rurales dans la commune d'Aïn Sefra et dans les villages de Belhandjir, Mikaliss et Tirkount qui en dépendent.

Ces aménagements, réalisés dans le cadre du programme sectoriel, comprennent l'ouverture et le revêtement de routes, la réalisation de trottoirs, ainsi que la mise en place de réseaux d'eau potable, d'assainissement et d'éclairage public.

La même collectivité locale a également bénéficié d'une enveloppe de 300 millions de dinars au titre du programme de travaux de VRD (voiries et réseaux divers) pour les lotissements réalisés dans le cadre des subdivisions sociales. Les travaux ont été achevés sur la majorité des sites, à l'exception de deux, où le taux d'avancement dépasse les 60%.

A noter que le wali de Naâma, Lounes Bouzagza, a donné, lors de sa visite d'inspection, lundi, de sa visite d'inspection, lundi, de plusieurs projets d'aménagement urbain à Aïn Sefra, des instructions aux entrepreneurs pour accélérer le rythme des travaux tout en respectant strictement les normes de qualité.

Sidi Bel Abbès

Huit blessés dans un carambolage

Un grave accident de la circulation s'est produit samedi soir à Sidi Bel Abbès. Selon la protection civile, il s'agit d'un carambolage impliquant 6 véhicules sur la route nationale n° 13. L'accident a fait 8 blessés selon les services de la protection civile qui sont in-

tervenus sur les lieux à 22h52. Les victimes, âgées entre 4 et 63 ans, souffrent de blessures légères et des cas de choc. Elles ont été secourues sur place avant d'être évacuées vers l'hôpital. Une enquête est ouverte pour déterminer les circonstances de cet accident.

El Tarf, Khenchela, Bejaïa, Tizi-Ouzou Le DG de la Protection civile inspecte les dispositifs anti-incendie

Le Directeur général de la Protection civile, M. Boualem Bourrelaf, effectue une visite de travail dans plusieurs wilayas (El Tarf, Khenchela, Bejaïa et Tizi-Ouzou) du 20 au 24 juillet, afin d'inspecter les dispositifs et les moyens mobilisés pour la lutte contre les feux de forêts, indique, dimanche, un communiqué de la Protection civile. Cette visite s'inscrit dans le cadre de "l'exécution du programme annuel de la Direction générale de la Protection civile, relatif au suivi et à l'évaluation précise du niveau de préparation opérationnelle des services de la Protection civile", souligne la même source. Elle rentre, également, dans le contexte "des efforts continus visant à renforcer le dispositif de prévention et d'intervention durant la saison estivale, dans l'objectif d'évaluer sur le terrain le niveau de préparation des moyens humains et matériels mobilisés pour la lutte contre les feux de forêts, notamment les colonnes mobiles et les détachements de renfort aux interventions de feu de forêt (DRIFF)", ajoute le communiqué.

Ces démarches viennent "dans un contexte marqué par une hausse sensible des températures et des fluctuations climatiques accrues, facteurs favorisant l'émergence de foyers d'incendie", note la Direction de la Protection civile. Au cours de cette visite, le Directeur général de la Protection civile procédera à l'inspection des unités opérationnelles principales, ainsi que des centres opérationnels et des unités de première ligne impliquées dans la gestion des situations d'urgence liées aux incendies de forêts.

Il visitera, aussi, les (DRIFF), ain-



si que les équipements techniques et humains spécifiquement affectés à cette mission, y compris les moyens aériens dédiés à l'extinction des feux. Cette visite a, également, pour but de "fournir les orientations nécessaires aux cadres et responsables locaux des directions de la Protection civile, aux chefs des colonnes mobiles et aux responsables des DRIFF, tout en renforçant la coordination intersectorielle avec les différents partenaires impliqués dans la lutte contre les feux de forêts, afin d'élever le niveau de préparation préventive et opérationnelle", explique le communiqué. "Cette dynamique de terrain s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale visant à réduire les effets des catastrophes naturelles, à protéger les zones forestières et d'habitation contre les risques d'incendie, ainsi qu'à préserver les vies humaines, les biens et la richesse forestière nationale". A noter que la

Direction générale de la Protection civile a mobilisé, pour la saison 2025, "plus de 19.000 agents d'intervention de différents grades et 704 camions-citernes et engins d'extinction". Il s'agit de "15.000 agents au niveau de 505 unités de Protection civile, 3.770 agents affectés à 65 colonnes mobiles spécialisées, 198 agents déployés à travers 6 détachements régionaux de lutte contre les feux de forêts, 150 agents au sein du groupement aérien de la Protection Civile, 6 hélicoptères de la DGPC, 2 appareils Zlin de reconnaissance, 12 avions bombardier de type AT 802 affrété par la DGPC".

A cela s'ajoute "la mobilisation des moyens de l'Armée nationale populaire, dont 2 avions Bombardiers B 200, ainsi que 6 hélicoptères de type MI 26, et d'autres Hélicoptères des services de sécurité (CGN et DGSN)", révèle la même source.

Batna Une équipe médicale et paramédicale cubaine en renfort

Une équipe médicale et paramédicale cubaine sera affectée "dans les prochains jours" à l'établissement public hospitalier spécialisé Mère et Enfant (EHS) de Barika, a-t-on appris auprès du directeur local de la santé. Cette équipe est composée de sept médecins spécialistes dont trois en gynécologie

obstétrique, deux anesthésistes-réanimateurs, deux pédiatres et trois paramédicaux, a précisé M. Hamdi Chakouri. L'opération, selon la même source, s'inscrit dans le cadre du renforcement du staff médical et paramédical en poste au niveau de cet établissement hospitalier spécialisé, de l'amélioration de

la prise en charge des malades et du rapprochement des prestations sanitaires des citoyens. D'une capacité de 80 lits et opérationnel depuis 2021, l'établissement public hospitalier spécialisé Mère et Enfant de Barika a été dernièrement doté d'équipements médicaux modernes, rappelle-t-on.

Souk Ahras Plus de 280 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

Pas moins de 281 exploitations agricoles de la wilaya de Souk Ahras ont été raccordées au réseau électrique depuis le lancement de ce programme en mars 2021 à ce jour dans le cadre des efforts de consolidation du développement agricole et d'encouragement de l'investissement dans ce secteur, selon la direction de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz.

Selon la chargée de communication de cette direction, Sihem Benaïcha, le raccordement de ces exploitations au réseau de basse et moyenne tensions a nécessité l'installation d'un réseau de plus de 100 km et une enveloppe financière de 410 millions DA reflétant l'engagement de l'Etat à soutenir les agriculteurs et étendre la couverture énergétique aux régions rurales.

Selon la même source, les agriculteurs touchés par l'opération ont bénéficié de facilités dont l'annulation de la condition de paiement anticipé des frais de raccordement pour alléger leurs charges et leur permettre de développer leurs projets et capacités de production.

Ces projets ont consolidé l'infrastructure de base énergétique de la wilaya et ont traduit l'attention accordée par l'Etat à l'accompagnement des agriculteurs pour parvenir à un développement global et durable du secteur qui constitue un des piliers de l'économie nationale, a-t-on souligné.

Médéa Une annexe de l'ENS ouverte à la prochaine rentrée universitaire

Une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) ouvrira ses portes au sein de l'Université Yahia Farès de Médéa à l'occasion de la rentrée universitaire 2025-2026 et proposera un cursus de formation au profit des futurs enseignants des trois paliers de l'éducation nationale, a-t-on appris, dimanche, auprès du rectorat.

L'ouverture de cette annexe s'inscrit dans le cadre de la consolidation de la formation dans le domaine de l'encadrement éducatif et du renforcement des compétences du personnel de l'enseignement primaire, moyen et secondaire, a-t-on fait savoir.

Selon le rectorat de l'Université Yahia Farès, l'annexe de l'Ecole normale supérieure aura une capacité d'accueil de 900 places pédagogiques réparties entre trois parcours de formation. Le premier parcours est destiné aux professeurs de l'enseignement primaire (PEP) et

couvre les filières de la langue arabe et du français. Le parcours de formation des professeurs de l'enseignement moyen (PEM) comprend une formation dans les domaines de la langue arabe, du français, de l'anglais, des sciences naturelles, de la physique et des mathématiques, a-t-on ajouté.

Le troisième parcours de formation est réservé aux professeurs de l'enseignement secondaire (PES) et porte sur les domaines de la langue arabe, des sciences physiques, de l'informatique et des sciences économiques, précise la même source. L'encadrement pédagogique sera assuré par des enseignants de l'Université Yahia Fares, garantissant ainsi une formation pédagogique de haut niveau répondant aux besoins du secteur de l'éducation nationale et contribuant à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, a conclu la même source.

Tébessa 100 enfants à la découverte des plaisirs de la plage à Collo

Pas moins de 100 enfants de la wilaya de Tébéssa ont pris le départ, dimanche, vers les plages de Collo (Skikda) où ils séjourneront en camp de vacances dans le cadre d'un programme élaboré par la wilaya, a indiqué Mustapha Hamlaoui, directeur de la jeunesse et des sports (DJS). Le même responsable a précisé, en marge du départ de ce troisième groupe d'enfants, que les petits vacanciers de différentes communes de la wilaya de Tébéssa, âgés de 7 à 14 ans, sont accompagnés par des cadres et des agents de la DJS ainsi que par des moniteurs sportifs. Selon M. Hamlaoui, un programme ré-

créatif est prévu à travers les communes de la wilaya de Tébéssa, incluant un total de 600 enfants qui bénéficieront de camps de vacances dans les wilayas d'Annaba et de Skikda, où, en plus des baignades surveillées, de nombreuses activités éducatives, culturelles et sportives seront organisées à leur intention. S'agissant des activités estivales et de loisirs, le DJS a souligné que les piscines de proximité, les salles omnisports et les aires de jeux ouvriront leurs portes tout au long de l'été pour attirer le plus grand nombre possible de jeunes et d'enfants de l'ensemble des communes de la wilaya de Tébéssa.

Mila Un projet routier livré en septembre

La direction des travaux publics (DTP) de Mila a réceptionné la 1ère tranche du projet d'entretien d'un tronçon du chemin de wilaya (CW) n° 2 faisant la jonction entre les routes nationales (RN) n° 105 et 79. Le chef du service de l'entretien et de l'exploitation des routes au sein de la DTP, Mohamed -Seghir Bouguerira, a indiqué à l'APS que le tronçon réceptionné, appelé localement "route Bin El-Hitan", s'étend sur 5,5 km sur un total de 9 km. Les travaux réalisés dans le cadre de cette 1ère tranche, pour laquelle une enveloppe de 450 millions de dinars avait été allouée, ont porté sur la reconstruction de ce segment de 5,5 km et sur la réalisation de deux ouvrages d'art réceptionnés fin juin.

La seconde tranche de ce pro-

jet, d'un linéaire de 3,5 km, lancée en juin dernier, donnera lieu à l'élargissement et la reconstruction de la chaussée où "d'importantes actions" de maintenance sont prévues. Le projet, doté d'une enveloppe de 210 millions de dinars dans le cadre du programme d'entretien attribué au secteur des travaux publics pour l'exercice 2025, devrait être achevé en septembre prochain, a ajouté le même responsable. Il est à noter que cette partie du CW n° 2 constitue un "débouché important" vers le nord de la wilaya de Mila et le sud de la wilaya de Jijel. Son ouverture prochaine facilitera aux habitants de plusieurs communes du nord de la wilaya de Mila les déplacements vers le chef-lieu de wilaya et, de là, vers l'autoroute est-ouest.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 moharram 1447				
El Fedjr 03h52	Dohr 12h54	Assar 16h41	Maghreb 20h08	Icha 21h44



Grèce

Premiers migrants
détenus après
le gel des demandes
d'asile

La Grèce a arrêté près de 200 migrants arrivés après le gel récent des demandes d'asile imposé par le gouvernement conservateur pour les demandeurs originaires d'Afrique du Nord, a annoncé samedi le ministre de l'Immigration.



Les migrants illégaux qui sont arrivés depuis la Libye ces dernières heures ont été arrêtés par les gardes-côtes», a déclaré Thanos Plevris sur X. «Ils n'ont pas le droit de faire une demande d'asile, ils ne seront pas emmenés dans les centres d'accueil, mais resteront détenus par la police jusqu'à ce que le processus de leur retour soit initié», a ajouté le ministre. Cette décision intervient alors que le gouvernement a annoncé le 9 juillet la suspension pour trois mois de l'examen des demandes d'asile de migrants arrivant à bord de bateaux en provenance d'Afrique du Nord. Selon les autorités grecques, plus de 7.300 migrants sont arrivés en Crète et à Gavdos depuis le début de l'année, contre 4.935 en 2024. Les quelque 200 migrants interpellés sont arrivés, pour 190 d'entre eux, au sud de l'île de Crète et onze autres ont été retrouvés près de l'île d'Agathonisi, au large des côtes turques, ont indiqué les gardes-côtes à l'AFP. La télévision d'Etat ERT a rapporté qu'un de ces migrants était blessé et est finalement décédé à l'hôpital. La Grèce connaît une augmen-

tation des arrivées de migrants en provenance de Libye, principalement en Crète, l'île natale du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis. Pour le seul mois de juillet, plus de 2.000 personnes sont arrivées, provoquant la colère des autorités locales et des opérateurs touristiques qui ont mis la pression sur le gouvernement, réclamant des mesures pour stopper ces flux. Le ministère grec de l'Immigration a aussi préparé une loi condamnant à plus de deux ans de prison un migrant entré illégalement sur le territoire, et à plus de cinq ans en cas de récidive. «Quelqu'un entrant dans mon pays illégalement doit comprendre qu'il arrive dans un régime de surveillance, pas d'hospitalité», a affirmé M. Plevris à la chaîne Open TV jeudi. «Je suis un adepte des moyens dissuasifs... nous ne sommes pas un hôtel», a-t-il insisté, qualifiant l'arrivée de migrants d'«invasion». Athènes avait déjà temporairement suspendu l'examen des demandes d'asile début 2020 en pleine crise migratoire avec la Turquie quand des milliers de personnes en quête d'asile dans l'Union européenne avaient afflué à la frontière gréco-turque.

Vietnam

Les millions de scooters
à essence d'Hanoï en sursis



Pour lutter contre la pollution, le Vietnam compte bannir la moto à essence du centre d'Hanoï à partir de juillet 2026, une décision choc pour bien des habitants de la capitale aux millions de scooters. Les deux-roues sont indissociables de toute carte postale du pays, bien que bruyants et parfois peu regardants des règles de conduite. Il n'est pas rare qu'une famille vietnamienne possède au moins deux scooters, privilégiés pour leur coût inférieur à celui d'une voiture, et leur maniabilité, dans des villes souvent embouteillées. Pourtant, de nombreux habitants de Hanoï s'apprêtent à dire adieu à leur fidèle compagnon mécanique. Une directive du Premier ministre publiée mi-juillet a instauré l'interdiction des deux-roues à carburant fossile dans le centre de la capitale à partir du 1er juillet 2026. La zone concernée englobe, sur plus de 30 kilomètres carrés, le cœur historique de la ville, autour des lacs de l'Ouest et Hoan Kiem, prisés des touristes, où résident quelque 600.000 personnes. Mais celle-ci doit s'élargir progressivement dans les années suivantes, selon le plan proposé par le pouvoir, qui prévoit d'incorporer les voitures à essence en 2028. «La pollution menace directement l'environnement, la qualité de vie et la santé des habitants dans la capitale», a répété mi-juillet le maire adjoint Duong Duc Tuan. «On a besoin de mesures drastiques pour résoudre le problème», a-t-il assuré. La pollution de l'air tue chaque année environ 70.000 Vietnamiens, a noté l'Organisation mondiale de la santé en 2024. Un rapport de 2022 de la Banque mondiale a listé les émissions industrielles et agricoles, ainsi que le brûlage des déchets comme autres principales sources de microparticules PM 2.5 à Hanoï. L'organisation a conseillé le renforcement des contrôles techniques, la création de zones à faible émission dans le centre-ville, ainsi que la promotion des transports publics parmi ses mesures destinées à réduire la pollution liée aux transports. «La pollution menace directement l'environnement, la qualité de vie et la santé des habitants dans la capitale», a répété mi-juillet le maire adjoint Duong Duc Tuan. «On a besoin de mesures drastiques pour résoudre le problème», a-t-il assuré. La pollution de l'air tue chaque année environ 70.000 Vietnamiens, a noté l'Organisation mondiale de la santé en 2024. Un rapport de 2022 de la Banque mondiale a listé les émissions industrielles et agricoles, ainsi que le brûlage des déchets comme autres principales sources de microparticules PM 2.5 à Hanoï. L'organisation a conseillé le renforcement des contrôles techniques, la création de zones à faible émission dans le centre-ville, ainsi que la promotion des transports publics parmi ses mesures destinées à réduire la pollution liée aux transports.


TROP CHER

Aujourd'hui, Hanoï ne compte que deux lignes de métro, qui desservent principalement sa banlieue. Ceux qui «vivent et travaillent sur la route», comme Tran Van Tan, partagent l'incompréhension. «La durée de vie des batteries ne va pas répondre aux besoins pour des trajets de longue distance. Le coût pour basculer vers une moto électrique est tout simplement trop élevé», explique ce livreur Grab, une application populaire de livraison de repas et de transport. «Ceux avec des bas revenus (comme nous) ne peuvent pas remplacer comme ça leurs motos», poursuit celui qui effectue 40 kilomètres par jour depuis la périphérie de Hanoï où il habite, au centre-ville. Les autorités de Hanoï ont assuré travailler sur plusieurs mesures, dont une aide de trois millions de dongs par véhicule (100 euros) pour se convertir à l'électrique. D'autres villes du Vietnam aimeraient mettre en place des plans similaires, comme Ho Chi Minh-Ville (sud). Le pays, dont le constructeur national VinFast est spécialiste de l'électrique, s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Mais à Hanoï, la population se dit toujours circonspecte. «Les habitants ne peuvent toujours pas supporter le coût du changement», proteste Nguyen My Hoa, une employée de bureau de 42 ans, qui pronostique. «Les autorités ne vont pas être capables d'arrêter les nombreuses motos à essence».

«DRASTIQUE»

La famille de Dang Thuy Hanh a besoin d'au moins 80 millions de dongs (2.600 euros) pour acheter des scooters électriques, un montant «énorme», concède cette femme au foyer de 52 ans. «Bien sûr que tout le monde veut

Publicité



AOA Spa
Capital Social : 50 000 000 000 DA,
Registre du commerce : N° 31/00-0110058 B08
Siège social : Hai TAFNA, n°06 rue Benazida Benaouda –Tour
Jasmin – lot n°146, 1er Etage – Oran
Tél/Fax : 041766230

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

El Sharika El Djazairia El Omania Lil Asmda. « A.O.A Spa », lance un Avis d'Appel d'Offres National Ouvert Réf AOA : N° 25/MOG/2025 pour :

« L'approvisionnement en Eau Minérale »

Les Sociétés, intéressées, peuvent obtenir le cahier des charges après transmission par e-mail, d'une copie du registre de commerce, auprès du département C.C.C - AOA Spa :

« Département Consolidation et Conclusion des Contrats »

Courriel : spm@aoa.dz

La date limite de retrait du cahier des charges, est fixée à Quinze (15) jours à compter de la date de parution du présent avis d'appel d'offres.

L'unique date de dépôt des offres, sera communiquée aux soumissionnaires par email, lors de l'envoi du cahier des charges

Aucune demande de prorogation reçue dans les 72 heures qui précèdent l'échéance du délai sus-indiqué, ne sera prise en charge.

EMPLOIS

■Sté d'importation de pièces recrute une secrétaire de direction. Profil requis : expérience min de 2 ans dans un poste similaire, titulaire d'une licence (Bac+3), maîtrise des outils bureautiques et bonne capacité d'organisation. Poste basé à : ORAN. Envoyez votre CV à : CONTACT@SAE-DZ.COM

■Bill tab recrute : comptable, facturation, chauffeurs, manutentionnaire, mécanicien, lavage – 0672.91.09.54 Zone Industrielle Es-Senia.

APARTEMENTS

■Urgent : A louer à Canastel, un sous-sol 200 m², habitable, ttes commodités, dispo à un an renouvelable à l'avance, 6 millions/ mois négociable - Tél : 0673.91.34.44

■Cherche un studio à vendre à Oran. Contactez 0556.05.46.01

■A vendre appart F2 aménagé en F3, 2° étg, à Hassi El Ghella (W. Tem) à 10 km de Sassel Plage, toutes commodités, climat, tél. fixe, gaz, élect, refait – Tél : 0771.50.19.64 – 0557.14.15.01

VILLAS

■Urgent : A.V villa actée + L/F, 226 m², 2 faç, centre-ville TERGA, à 5 km des plages et 45 min d'Oran. Px 1,4 MD négociable - Tél : 0673.91.34.44


DIVERS

■Moniteur d'auto-école Capp B depuis 2003 Capp A + Capp B + Capp C + Capp D – Veuillez contacter 0655.45.41.03

ANNIVERSAIRE

A notre adorable prince
OUARIZANE Miloud Abdeljalil

En ce jour 21/07/25 tu souffleras ta quatrième bougie, en cette magnifique journée toute la famille **OUARIZANE** et **BENGHALIA**, ton papa, ta maman, tes grands-parents et toute la famille te souhaitent un joyeux anniversaire de santé et de joie. A tes 100 ans petit ange.



Thaïlande La vie d'un hôpital pour animaux

Dans le seul hôpital pour animaux de Thaïlande géré par une ONG, l'équipe soignante a parfois recours au système D pour traiter ses patients, qui varient du singe à l'éléphant.



Si on ne trouve pas le matériel approprié, on doit bricoler avec ce que l'on a déjà, ou faire des modifications selon les spécifications nécessaires», explique la vétérinaire Siriporn Tippol. Elle cite un laryngoscope destiné aux chats et chiens, sur lequel elle a greffé un manche plus long afin de l'adapter aux tigres et aux ours.

Des dizaines d'animaux passent chaque mois par le centre de soins de la Fondation des amis de la faune sauvage de Thaïlande (WFFT), récemment inauguré dans la province de Phetchaburi, au sud-ouest de la capitale Bangkok.

Certains ne pèsent qu'une centaine de grammes, comme le phalanger volant à queue courte, un petit marsupial utilisé comme animal de compagnie.

Dans une salle d'opération, des spécialistes interviennent sur un macaque à queue de cochon de six ans, secouru d'un site qui l'employait pour récolter des noix de cocos.

Les fermes à cocotiers du sud du pays exploitent des milliers de singes pour grimper aux palmiers et récupérer le fruit, l'un des préférés des touristes de passage en Thaïlande. WFFT a dénoncé la cruauté de ces endroits, que les singes secourus quittent dans un piteux état.

RAYONS X

Au cours du parcours de santé, qui comprend des prélèvements sanguins et un examen aux rayons X, l'équipe soignante a coupé le collier métallique qui maintenait Yong attaché à

une chaîne. Avant de rejoindre ses congénères, le singe a aussi subi une vasectomie. L'hôpital a ouvert début juillet à la place de la «petite» clinique qu'opérait WFFT, raconte Edwin Wiek, qui a fondé l'ONG en 2001 avec deux singes et un gibbon. Aujourd'hui, le site qu'il gère couvre 120 hectares et 60 espèces.

«Mon passe-temps est devenu hors de contrôle», s'amuse-t-il.

Pendant qu'il parle, les soignants s'affairent à suivre le programme du jour, qui comprend le nettoyage d'une blessure sur une queue d'éléphant, l'examen de cataracte d'un autre pachyderme, et le traitement d'un ours malais qui souffre de la peau.

WFFT assure la prise en charge de plus de 900 animaux, et en raison du flux régulier d'urgences, «nous avons vraiment besoin d'un site plus grand, de plus salles d'opération, d'une salle de traitement», décrit-il. Ce Néerlandais d'origine plaide de longue date en faveur de la protection des espèces sauvages dans un pays réputé pour être une plaque tournante du trafic d'animaux, ce qui lui a valu par le passé d'être poursuivi en justice, et des tensions avec les autorités.

Mais récemment, le gouvernement lui a demandé conseil sur des questions liées à la faune sauvage. Il a aussi ouvert les portes de son refuge aux animaux saisis par les agences de l'Etat.

LABORATOIRE

«Dans bien des cas, quand des animaux sauva-

ges allant des éléphants aux tigres, en passant par les macaques, sont retrouvés blessés et déplacés, nous nous coordonnons avec WFFT, qui prête assistance pour la réhabilitation et les soins médicaux», explique Chalerm Poommai, directeur pour la conservation de la vie sauvage au sein du service thaïlandais de gestion des parcs nationaux, et de conservation de la faune et de la flore sauvages (DNP).

L'une des campagnes en cours du WFFT se concentre sur les singes exploités dans les fermes à cocotiers.

«Ces animaux sont en fait prélevés illégalement dans la nature. Et ça a bien sûr un impact énorme, un impact négatif sur la survie de l'espèce», explique Edwin Wiek.

WFFT travaille avec les autorités, le secteur de la noix de coco et des exportateurs pour encourager les agriculteurs à arrêter le recours aux macaques, et planter des types d'arbres plus courts et plus faciles à récolter.

Il y a aussi du travail à accomplir pour le nouvel hôpital: Siriporn la vétérinaire aimerait une unité mobile de radiologie, et une machine spécialisée dans l'analyse du sang.

Edwin Wiek, lui, imagine un laboratoire digne de la police scientifique qui permettrait de retracer l'origine des animaux capturés aux trafiquants.

«Les lois sont là, mais leur mise en application manque», explique-t-il. «Mais grâce à cet outil, nous pourrions réellement porter un coup aux trafiquants d'espèces sauvages».



MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
COMMISSION NATIONALE DES ŒUVRES SOCIALES
Adresse : Rue KHELIFI MOHAMED, Alger
Email : www.cnoste.dz Tel/Fax 020-22-49-14

Avis d'appel d'offres national N° : 01/2025

La commission nationale des œuvres sociales des travailleurs de l'éducation lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec des exigences de capacités minimales pour une présentation médicale en oncologie au profit de son personnel pour l'année 2025.

Les cliniques qualifiées qui activent dans ce domaine (CAC) intéressées par le présent appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du secrétariat du Bureau des marchés publics au siège du CNOSTE.

Contre le paiement de la somme de dix mille dinars (10.000,00 da) de chaque cahier des charges, non remboursables représentent les frais de reproduction.

Les offres doivent être déposées au niveau du secrétariat du Bureau des marchés publics, par l'intéressé ou par son représentant dans un délai de 08 jours à partir du premier jour de la publication de l'annonce de l'appel d'offres dans les journaux nationaux et le (BOMOP)

L'offre est constitué de :

1- Le dossier de candidature :

- La déclaration de candidature
- La déclaration de probité
- Les statuts pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'établissement.
- a) Capacités professionnelles, agrément ministériel, certificat de qualité, le cas échéant.
- b) Capacités financières, moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années (2022, 2023, 2024) et références bancaires.
- c) Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.

2- L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique, une mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 de décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- Une caution soumission établie dans les conditions fixées à l'article 125 du décret suscit.
- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite "Lu et accepté"
- La déclaration à souscrire (selon le modèle ci-joint)
- Le cahier des charges paraphé par le soumissionnaire
- Une copie de l'agrément ministériel.
- Une copie de l'extrait de registre de commerce.
- Les bilans financiers des trois (03) dernières années.
- Copie des attestations de mise à jour CNAS/CASNOS.
- Extrait de rôle et carte fiscale avec le numéro d'identification fiscale (NIF).
- Copie de l'extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou le directeur général de la société (selon le cas).
- Liste des moyens et matériels à mettre dans le projet avec justifications (diplômes, attestations, nominatives de la sécurité sociales, cartes grises, factures).
- Statut de l'entreprise (pour les sociétés dotées de la personnalité morale).
- Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale.
- Copie de la déclaration de probité (suivant le modèle joint en annonce).
- Le numéro d'identification fiscale NIF des soumissionnaires
- Attestation de solvabilité bancaire.

3- L'offre financière contient :

- La lettre de soumission
- Le bordereau des prix unitaire (B P V).
- Le détail quantitatif et estimatif (D Q E).
- La décomposition du prix global et forfaitaire.
- Les offres accompagnées des pièces et documents en cours de validité, tels qu'exigé par le cahier des charges, doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes.
- Une enveloppe portant la mention "dossier de candidature" contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une enveloppe portant la mention "offre technique" contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une enveloppe portant la mention "offre financière" contenant l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.

Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, fermée et comportant la mention suivante :

"A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres "

Avis d'appel d'offre national N° : 01/2025

Objet : prestation médicale en oncologie au profit du personnel de l'éducation National.

Fait à Alger : 17/07/2025

Le Président :

ANEP N° 2516102732 Le Quotidien d'Oran 21/07/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE & POPULAIRE
WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DIRECTION DE L'URBANISME, D'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
DE LA WILAYA DE SIDI BEL ABBES
NIF : 411 24 0000 22 199

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

La Direction de l'Urbanisme, d'Architecture et de la Construction de la Wilaya de Sidi Bel Abbes, informe les soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°68/2025 publié aux quotidiens nationaux : le quotidiens d'Oran et Le Quotidien d'Oran le 16/06/2025 relatif aux TRAVAUX D'AMÉLIORATION URBAINE. LOT 01 : TRAVAUX DE VOIRIE + AMÉNAGEMENT EXTERIEUR + ÉCLAIRAGE PUBLIC, HAI EL DJAZIRA, COMMUNE DE SIDI BEL ABBES, DAIRA DE SIDI BEL ABBES

Qu'à l'issue de la séance d'évaluation des offres techniques et financières, le projet est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

ENTREPRISE : ETPH BOUDA ABDELKRIM

NIF : 163224000120176

MONTANT : 180.110.367,50 DA TTC

DELAI : QUATRE MOIS ET VINGT CINQ JOURS

NOTE ATTRIBUEE : 71 pts.

ELEMENT DE CHOIX : OFFRE MOINS DISANTE PARMI LES OFFRES PRE QUALIFIEE TECHNIQUEMENT.

Conformément à l'article N°82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de wilaya dans un délai de 10 jours à compter de la date de la première publication du présent avis, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offre technique et financière sont invités de se rapprocher des services de notre direction, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution provisoire.

LA DIRECTRICE

ANEP N° 2531010543 Le Quotidien d'Oran 21/07/2025

CHAN-2025 Liste élargie de 28 sélectionnés par Madjid Bougherra

M. Zeggai

S sept habitués figurent sur la première liste élargie de Madjid Bougherra en prévision du CHAN 2025, prévu du 2 au 30 août prochains au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Le MC Alger et le CR Belouizdad, avec six joueurs chacun, et l'USM Alger (cinq) sont les clubs les plus représentés dans cette liste.

Le fait marquant de cette liste de 28 joueurs présélectionnés reste l'absence de Boulbina, un élément important de la sélection locale après ses dernières performances lors des barrages de qualification contre la Gambie ou encore en préparation face à la sélection A du Rwanda. Boulbina n'a pas été convoqué pour la simple raison est qu'il n'est plus éligible puisqu'il vient de rejoindre Al Duhail au Qatar. Aussi, cette liste a suscité de nombreux commentaires controversés au sujet de la présence de certains éléments et l'absence d'autres joueurs, sélectionnés pour les barrages restent à quai.

Baouche (CSC), Benbott et Azzi (USMA), Boualia et Madani (JSK), Dib (CSC) et Tabti (MCA) sont évincés. Alors que d'autres affirment que le jeune keeper Hadid (JSK) mérite d'être rappelé au vu de ses excellentes performances. La présence des Merghad et Redouani (USMA), qui reviennent de blessures, ou d'autres éléments qui manquent de compétition avec leurs clubs respectifs. Ce ne sont là que des remarques car Madjid Bougherra reste le seul responsable pour déterminer les critères en fonction de son projet de jeu et des objectifs assignés surtout que cette liste pourrait faire l'objet de modifications avant l'envoi officiel à la CAF, précise-t-on.

Les joueurs convoqués effectueront un stage au centre technique national de Sidi Moussa. A cet effet, on vient d'apprendre d'une source bien informée que les deux matches amicaux contre la RD Congo pourraient ne pas avoir lieu en raison de l'annulation du stage des Congolais, prévu à Alger. Pour rappel, placée dans le grou-

pe C du CHAN, l'EN débute face à l'Ouganda, le 4 août prochain à Mandela National Stadium à Kampala, avant d'affronter l'Afrique du Sud, le 8 août, toujours à Kampala, la Guinée, le 15 août, puis le Niger, le 18 août à Nyayo Stadium à Nairobi, en clôture de la phase de groupes.

Voici par ailleurs la liste des 28 joueurs

Gardiens : Medjadel (ASO), Bouhelfaya (CSC), Bousseder (ESS).

Défenseurs : Redouani (USMA), Halaimia (MCA), Nechat (JSK), Ghezala (MCA), Alilet (USMA), Abada (ASO), Bekkour (CRB), Khacef (CRB), Chetti (USMA).

Milieux : Bouras (MCA), Benkhemassa (MCA), Benguit (CRB), Boudjemâa (JSK), Boukerchaoui (CRB), Draoui (MCA), Merbah (CSC).

Attaquants : Akhrib (JSK), Merghem (USMA), Belhocini (CSC), Mechid (USMA), Mahious (CRB), Berkane (JSK), Bayazid (MCA), Meziane (CRB), Kohili (PAC).

CAN féminine 2025 L'EN sort avec les honneurs



M. Zeggai

L'exploit n'a pas eu lieu pour l'équipe nationale féminine qui est sortie par la grande porte lors de cette 15^e Coupe d'Afrique des nations. Les nôtres n'ont pas à rougir de cette élimination dans la mesure où elles ont tenu la dragée haute à l'un des favoris de cette épreuve continentale, le Ghana en l'occurrence. Les «Vertes» se sont inclinées aux tirs au but après avoir bien tenu le coup pendant 120 minutes dans un match âprement disputé. Nullement impressionnées, les protégées du coach national Farid Benstiti ont fourni une belle prestation.

Mission accomplie pour les «Vertes» qui ont bien représenté l'Algérie lors de ces joutes atteignant pour la première fois de l'histoire le seuil

des quarts de finale, après cinq éliminations de suite dès le premier tour (2004, 2006, 2010, 2014, 2018).

Ainsi donc, l'EN ne verra pas les demi-finales de la CAN féminine 2025 dans un match où les Algériennes ont été victimes du jeu agressif des Ghanéennes devant la partialité de l'arbitre rwandaise, Aline Umtoni, dépassée par les événements.

En début de match, le Ghana a opté sur un pressing haut pour empêcher les «Vertes» de voir le jeu en profondeur et essayer de récupérer la balle dans la zone algérienne. Mais, avec son habituel calme olympien et sa discipline dans le jeu, l'EN imposa à maintes reprises sa présence grâce à la qualité technique individuelle de ses joueuses.

Evoluant avec une straté-

gie d'attentisme pour éviter les conséquences psychologiques du fameux, les nôtres ont gêné leurs adversaires avec quelques occasions dangereuses de part et d'autre. Le score en resta là, même les prolongations ne donnèrent lieu à aucun changement au tableau d'affichage.

Le sort du match se décidait aux tirs au but et la chance a souri aux Ghanéennes après que les Dafeur et Beloumou aient manqué leurs tentatives. Avec zéro but encaissé durant le tournoi, l'équipe nationale, qui n'aura pas démerité, est sortie avec les honneurs. Les Algériennes méritent tous les encouragements dans la mesure où elles ont donné le meilleur d'elles-mêmes ce qui est de bon augure pour les prochaines échéances.

Les Algériens de l'Europe Une nouvelle polémique pour Belaïli !

L'international algérien Youcef Belaïli, sous contrat avec l'Espérance Tunis jusqu'en juin 2026, se retrouve au cœur d'une nouvelle polémique. Youcef Belaïli refait parler de lui... et pas pour ses exploits sur le terrain. Attendu samedi avant hier à Tunis pour reprendre l'entraînement avec l'EST, le joueur en question (33 ans) n'a finalement pas embarqué à bord de l'avion, bien qu'il figurait sur la liste des passagers, a-t-on informé. Un énième rebondissement dans un été décidément agité pour le natif d'Oran, dont l'avenir semble chaque jour un peu plus flou. Ce nouvel épisode alimente encore davantage l'hypothèse d'un bras de fer engagé avec le club sang et or, dans l'objectif d'un retour au MC Alger qui semble toutefois voué à l'échec. Déjà fragilisé par cet épisode très médiatisé, Belaïli se retrouve à nouveau au centre de la controverse avec son absence remarquée au retour de stage. Depuis la reprise des entraînements de l'Espérance, le joueur n'a toujours pas pointé le bout de son nez à Tunis.

• **Allemagne :**
Chaïbi débute dans un rôle inhabituel
Pour sa troisième saison avec Francfort, Fares Chai-

bi a débuté comme titulaire le premier match amical de la saison mais dans un rôle encore nouveau. Face au FSV Francfort, club de quatrième division, Dino Toppmöller a aligné l'international algérien Fares Chaïbi au milieu dans un rôle assez défensif.

On l'a d'ailleurs peu vu à l'avant durant cette rencontre qui s'est soldée par une victoire 3-2.

Le prochain match amical de l'Eintracht aura lieu dans une semaine face à Aston Villa.

• **Italie: Bennacer toujours dans le flou**

Le nouvel AC Milan, version Massimiliano Allegri, prend forme, mais sans Ismaël Bennacer. L'international algérien, de retour de son prêt à l'Olympique de Marseille, n'a pas été retenu pour la tournée de pré-saison en Asie-Pacifique. Une décision lourde de sens qui confirme que Bennacer ne semble plus faire partie des plans du club lombard.

À cela s'ajoute un signe qui ne trompe pas : son numéro 4, qu'il portait depuis son arrivée en 2019, a été attribué au jeune milieu italien Samuele Ricci, en provenance du Torino. Cette décision laisse penser que le club a définitivement tourné la page Bennacer. Le joueur, qui

espérait prolonger son aventure à Marseille, est désormais dans une impasse même si d'autres clubs suivraient sa situation de près, mais aucun n'a encore formulé d'offre concrète. L'absence prolongée de Bennacer pourrait précipiter un départ lors de ce mercato estival.

• **Danemark :** **Chiakha absent lors de la reprise du championnat**

Le jeune international algérien Amin Chiakha (19 ans) a surpris en étant absent de la feuille de match du FC Copenhague pour le premier match de la saison 2025-2026 de Superliga danoise. Le coach Jacob Neestrup n'a pas retenu Chiakha dans le groupe pour cette rencontre, une décision qui a rapidement suscité des interrogations. Selon le média danois Bild, l'absence de Chiakha serait purement liée à des choix sportifs et non à une blessure. Ce premier coup dur intervient alors que le joueur avait affiché, à plusieurs reprises, sa volonté de s'imposer à Copenhague. Cette situation rouvre la porte aux spéculations autour de son avenir. Chiakha avait déjà attiré l'attention de l'Espanyol Barcelone ainsi que de plusieurs clubs français ces derniers mois.

Judo / Championnats d'Afrique juniors (épreuves individuelles)

La sélection nationale vice-championne avec 10 médailles

La sélection algérienne junior (Garçons et Filles) de judo a décroché la deuxième place aux épreuves individuelles des Championnats d'Afrique 2025 de la catégorie, disputées à Luanda (Angola), avec un total de dix médailles (4 or, 1 argent et 5 bronze).

Les médailles d'or algériennes ont été remportées par Oussama Hezil (-66 kg), Abdeslam Belbelhout (-73 kg) et Othmane Arbaoui (-100 kg) chez les messieurs, ainsi que par Lydia Kechout (-78 kg) chez les dames. L'unique médaille d'argent a été

l'œuvre de Nourhane Ghazali chez les -57 kg (dames). La moisson algérienne a été bonifiée par cinq médailles en bronze, remportées par Anis Saoudi (-60 kg), Ayoub Benlaribi (-66 kg), Abdelmoumen Haouam (-73 kg) et Imad Mehibel (-81 kg) chez les messieurs, ainsi que par Razan Yasmine Yousfi chez les +78 kg (dames).

Les championnats d'Afrique juniors ont été précédés par ceux des cadets (Garçons et Filles), et l'Algérie y avait décroché la deuxième place, aussi bien en individuel que par équipes mixtes.

Athlétisme / Championnats d'Afrique U18 et U20 (10.000 m marche)

Deux nouvelles médailles pour l'Algérie

La sélection algérienne d'athlétisme a remporté deux nouvelles médailles au 10.000 m marche, lors de la quatrième journée des Championnats d'Afrique 2025 U-18 et U-20 (garçons et filles), disputée à Abeokuta (Nigeria). Le jeune algérien Mahrez Abdelkader a décroché la médaille d'argent chez les moins de 18 ans, alors que son coéquipier, Adouane Rayane, a remporté le bronze dans la catégorie des U-20.

Ces deux nouvelles médailles s'ajoutent aux huit

médailles remportées lors des trois premières journées, portant le total de la récolte algérienne à 10 médailles dont 2 en or. Les deux médailles d'or étaient l'œuvre du décathlonien Walid Touati (U20) et Djaber Bar (U18) au lancer du marteau. Trois médailles d'argent ont également été décrochées grâce à Mohcen Gherfi (décathlon/U20), Gacemi Zahr-Edine (110 m/haies U20) et Mohamed Benyaghzer (110 m/haies U18).

Les trois autres en bron-

ze sont l'œuvre de Walid Ghetas (décathlon/U20), Louaï Lamraoui (110 m/haies U20) et Malak Belmahdi (100 m/haies U20). L'Algérie participe à ces Championnats d'Afrique avec une quarantaine d'athlètes (Garçons et Filles), dans différentes spécialités de course, de saut et de lancer. Selon les organisateurs, un total de 500 athlètes (Garçons et Filles), représentant 43 pays, sont engagés dans cette compétition continentale.

2

20.10 Le Serpent



Série dramatique - Grande-Bretagne - 2020
Saison 1 - Episode 1/8

Avec Tahar Rahim, Jenna Coleman, Ruby Ashbourne Serkis, Ellie Bamber
Bangkok, novembre 1975. Sous les faux noms d'Alain et Monique Gautier, Charles Sobhraj et sa compagne Marie-Andrée Leclerc se font passer pour des diamantaires et revendent des pierres précieuses volées à des touristes. Un jour, ils croisent la route de Helena et Willem, un couple de jeunes routards néerlandais. Charles les invite à séjourner chez eux, à Kanit House. Deux mois plus tard, Helena et Willem ont mystérieusement disparu.

3

20.10 Maria rêve



Comédie - France - 2022

Avec Karin Viard, Grégory Gadebois, Philippe Uchan, Lauriane Escaffre
Maria Rodrigues est une aide-soignante dévouée qui a passé de nombreuses années à assister une vieille dame. Alors qu'elle se prépare à lui donner sa dernière toilette, Maria ressent une profonde mélancolie face à une vie qu'elle juge immobilisée. Pour rebondir et retrouver confiance en elle, elle décide de postuler à une offre d'emploi en tant que femme de ménage à l'École des Beaux-Arts de Paris.

4

20.00 Jérémy Frerot au F'Estivada de Rodez



Jérémy Frerot s'est imposé comme une figure singulière de la scène française. Ancien membre du duo Fréro Delavega, il poursuit depuis 2017 une carrière solo marquée par des albums certifiés or et des titres porteurs de sens. Sa musique, à la croisée de l'électro, de la pop et de sonorités organiques, conjugue mélancolie, sincérité et engagement. Ancré sur la côte atlantique, Jérémy Frerot défend une création sans artifice, tournée vers l'essentiel. Après une parenthèse de deux ans, il revient avec la maturité d'un artiste en pleine conscience.

5

arte

TMC

10.05 Les orphelins grizzlis & moi
12.00 Une maison, un artiste
12.35 Le doc du Mag santé
13.45 Echappées belles
15.20 Imprévis
15.30 Voyage au cœur des Alpes
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 Silence, ça pousse !
19.00 Vu
19.05 Thaïlande, la beauté sauvage
19.51 Imprévis
20.00 Des trains pas comme les autres
21.45 C dans l'air

08.25 Guédelon 2 : une aventure médiévale
10.00 Les monuments sacrés
11.30 Thaïlande, dans la jungle des sens
14.25 L'espion qui venait du froid
16.25 Invitation au voyage
17.55 Prédateurs et proies, un équilibre fragile
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.52 Tu mourras moins bête
19.55 Les grandes familles
21.30 Manon

08.40 Madame est servie
12.35 Les experts



13.30 Petits plats en équilibre
13.35 Les experts
18.10 Petits plats en équilibre
18.15 Quotidien, première partie
19.45 Quotidien
20.25 Le transporteur



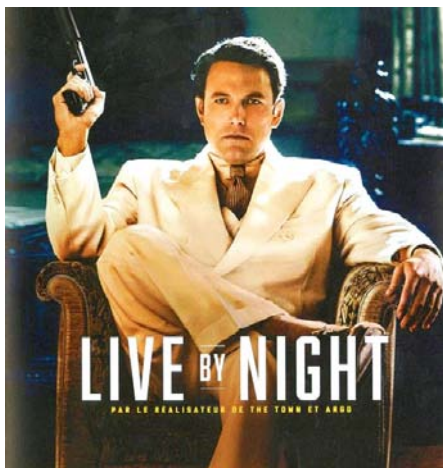
RTL9 19.55

FANTÔMES CONTRE FANTÔMES

Film fantastique - Nouvelle-Zélande - États-Unis - 1996

Avec Michael J. Fox, Trini Alvarado, John Astin, Dee Wallace, Jeffrey Combs
Frank était architecte. Sa femme est morte dans un accident de voiture. Depuis, Frank peut voir des fantômes. Il vit d'ailleurs avec trois d'entre eux, un juge, Cyrus et Stuart. Avec leur complicité, il monte des arnaques, se faisant passer pour un exorciste capable d'apaiser les esprits malveillants. Mais dans sa petite ville de Fairwater, une étrange série de décès va l'obliger à mener l'enquête.

CINE + PREMIER 19.50
LIVE BY NIGHT



Film policier - Etats-Unis - 2016

Avec Ben Affleck, Zoe Saldana, Elle Fanning, Brendan Gleeson
En 1917, l'américain Joe Coughlin a participé aux combats de la Première Guerre mondiale est en est revenu révolté contre tous les représentants de l'ordre. De retour à Boston, Coughlin a multiplié pendant dix ans les activités criminelles. Blessé, sur un lit d'hôpital, il se souvient de ce qui l'a amené là. Son histoire avec Emma Gould, petite amie du gangster Albert White, a marqué le début de ses problèmes.

ACTION 19.50
SIERRA TORRIDE



Western - Etats-Unis - Mexique - 1970
Avec Clint Eastwood, Shirley MacLaine, Manolo Fábregas, Alberto Morin
Pendant la guerre du Mexique, en plein désert, Hogan, un aventurier solitaire, vient au secours d'une jeune femme agressée par trois malfaiteurs. C'est alors qu'il découvre que la victime est en fait une religieuse, sœur Sara, recherchée par l'armée française à cause de son engagement aux côtés des révolutionnaires mexicains. Ce mercenaire pragmatique et cette religieuse pleine de courage font bientôt route dans la même direction : ils cherchent à rejoindre un groupe de partisans de l'indépendance du Mexique. Mais leurs motivations sont bien différentes...

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Camping Paradis



Série humoristique - France - 2022
Saison 14 - Episode 1

- Hip-Hop au camping
Avec Laurent Ournac, Fabienne Carat, Thierry Heckendorn, Patrick Guérineau
Parisot continue de surveiller Odile car il est persuadé qu'elle n'a pas les compétences pour être la nounou de Léa. Il parvient à le prouver à Tom et Stéphanie. Antoine et Diane, qui a passé cinq mois en cure de désintoxication, continuent de mentir à Nathan. Carole a accepté l'idée que sa fille Chloé se détende avant son concours. Elle lui propose d'aller à la soirée du camping.

6

20.10 Lego Masters



Présenté par Eric Antoine

Les binômes en lice quittent notre planète pour un voyage dans l'espace. En effet, ils s'apprennent à pénétrer dans l'univers de Star Wars. C'est une grande première dans l'histoire de l'émission : les participants devront recréer une scène culte de la saga avec une créativité hors normes : sabres laser, vaisseaux historiques ou duels mémorables, le jury les attend de pied ferme pour ces épreuves hors normes avec un niveau plus élevé que jamais. Lors de la seconde épreuve, les binômes doivent séduire un jury exceptionnel formé de McFly et Carlito.

CANAL+

20.09 Un monde meilleur



Série dramatique - Allemagne - 2025
Saison 1 - Episode 3/8

Avec Maria Hofstätter, Steven Sowah, Katharina Schüttler, Johannes Kienast
Un gang de voleurs cagoulés commet une série de braquages dans les bijouteries de la ville. Ils postent plusieurs vidéos de leurs méfaits se réclamant du programme Trust. Malgré les inquiétudes du maire, Pétra décide de ne pas réagir dans la presse. Pendant ce temps, les associations des victimes multiplient les manifestations et les pétitions.



15.41 Saturday Night Live
18.45 Hot Ones
19.25 Fleur bleue
19.29 Viendez au Groland

PLANETE +

08.42 AF 447 : la traque du vol Rio-Paris
10.19 La véritable histoire de Lawrence d'Arabie
11.56 Guy Martin : Mission Débarquement
13.30 Débarquement : La petite fille et la liberté
15.03 Mystérieux objets
16.34 Planète Archéo
18.23 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Les secrets des bâtisseurs de pyramides
21.34 Les dernières heures de Pompéi

TFX

10.55 Petits plats en équilibre
11.00 Secret Story, la quotidienne
12.00 TFX infos
12.05 Une nounou d'enfer
15.05 Quatre mariages pour une lune de miel
16.55 Petits plats en équilibre
17.00 Quatre mariages pour une lune de miel
18.00 Secret Story, la quotidienne
19.00 Tout pour la lumière
19.30 Plus belle la vie, encore plus belle
20.10 Appels d'urgence

W9

08.00 Kaamelott
11.50 Malcolm
Série humoristique - Etats-Unis - 2001
Saison 2 - Episode 15/25



Avec Frankie Muniz, Jane Kaczmarek, Bryan Cranston, Christopher Masterson
20.10 The Wave
23.10 The North Sea

A cartoon illustration of Fred Flintstone riding a prehistoric bicycle. The bicycle is made of wood and has large, grey, stone-like wheels. Fred is wearing his signature orange tunic with black spots and a blue scarf. He is smiling and pedaling. In the top left corner, there is a small cartoon of Tweety Bird sitting on a cloud. The background is a solid orange color.

France : une centaine de personnes attaquent des véhicules au mortier



Une centaine de personnes encagoulées et armées ont attaqué au mortier des véhicules en circulation à Limoges, dans le centre de la France, lors d'affrontements nocturnes avec les forces de l'ordre qui ont fait neuf blessés parmi les policiers, a-t-on appris samedi auprès des autorités.

Les faits se sont produits vers 01h00 du matin, dans la nuit de vendredi à samedi, près d'un quartier populaire de Limoges où «une centaine de personnes» ont bloqué une route nationale et s'en sont pris aux véhicules, «principalement par des tirs de mortiers», selon la préfecture de Haute-Vienne. «Il y a eu entre 100 et 150 individus encagoulés, armés de cocktails Molotov, mortiers, cailloux, barres de fer et battes de baseball», a détaillé Laurent Nadeau, secrétaire départemental du syndicat de police Alliance.

Les forces de l'ordre ont utilisé des lanceurs de balle de défense (LBD) et des gaz lacrymogènes et les chauffourées ont cessé vers 04h00 du matin. «Certains véhicules étaient occupés par des familles, en présence d'enfants mineurs», a souligné le parquet dans un communiqué, disant avoir recensé huit plaintes portant sur une dizaine de victimes. «Aucun des automobilistes n'a été violenté physiquement. Pour autant, plusieurs sont particulièrement choqués.»

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le bilan des violences dans le sud de la Syrie dépasse les 1.000 morts



Les violences dans le sud de la Syrie ont fait plus de 1.000 morts en une semaine, selon un nouveau bilan fourni par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Selon l'OSDH, ce bilan établi depuis dimanche dernier com-

prend 336 combattants druzes et 298 civils druzes, dont 194 «exécutés sommairement par des membres des ministères de la Défense et de l'Intérieur».

Figurent également parmi les morts 342 membres des forces de sécurité gouvernementales

et 21 Bédouins, dont trois civils «exécutés sommairement par des combattants druzes», selon la même source. Par ailleurs, 15 membres des forces gouvernementales ont été tués lors de frappes israéliennes, précise l'OSDH.

Des pluies torrentielles font 14 morts en Corée du Sud



Quatorze personnes sont mortes et 12 autres sont disparues après cinq jours de pluies torrentielles en Corée du

Sud, a indiqué dimanche le ministère de l'Intérieur.

Les fortes précipitations, qui ont commencé mercredi, ont

contraint 13.209 personnes à évacuer leurs domiciles à travers le pays, 3.836 d'entre elles étant toujours hébergées dans des refuges temporaires au dimanche matin.

Les régions du sud du pays ont subi les plus fortes pluies, avec un cumul de précipitations atteignant 793,5 mm dans le comté de Sancheong, dans la province du Gyeong-sang du Sud, en l'espace de 106 heures jusqu'à 10h00 (heure locale) dimanche.

Un total de 1.920 cas de dommages à des biens publics et de 2.234 cas de dommages à des propriétés privées ont été signalés, comprenant des routes inondées, des glissements de terrain, des effondrements d'ouvrages, des bâtiments inondés et des terres agricoles submergées.

Naufrage dans la baie d'Halong: au moins 38 morts



Au moins 38 personnes ont péri samedi et cinq autres sont toujours portées disparues après le naufrage d'un bateau touristique dans la baie d'Along au Vietnam, selon un nouveau bilan communiqué dimanche par les autorités et repris par des médias.

Le Wonder Sea, avec à son bord 48 passagers, dont plus de 20 enfants, et cinq membres d'équipage, a chaviré en raison de soudaines et fortes pluies samedi après-midi, alors qu'il visitait ce site classé au patrimoine mondial de l'Unesco. Dans la nuit, les corps de trois membres d'équipage ont été retrouvés par les garde-côtes dans la cabine du bateau, tandis qu'une des 11 personnes rescapées samedi est morte à l'hôpital dimanche, portant le bilan à 38 morts, a indiqué le média d'informations VNExpress.

Selon ce site d'informations, le bateau transportait essentiellement des familles en visite depuis la capitale Hanoï.

Une voiture fonce sur la foule à Los Angeles, faisant 30 blessés



Une voiture a foncé sur un groupe de personnes rassemblées devant une boîte de nuit de Los Angeles tôt samedi matin «pour des raisons inconnues», faisant 30 blessés, dont le conducteur du véhicule, battu par la foule et touché par balle, selon la police.

Plus de 120 pompiers se sont rendus sur les lieux à East Hollywood où sept personnes sont dans un «état critique» et six dans un «état grave», a ajouté la même source. Vingt-trois personnes ont été transportées à l'hôpital.

«Vers 2H00 du matin, les agents de police ont répondu à un appel faisant état d'une agression avec une arme mortelle dans le secteur de Vermont Avenue et de Santa Monica Boulevard», a détaillé la LAPD, la police de Los Angeles, dans un communiqué. Le conducteur du véhicule a été extrait de la voiture par la foule puis «agressé» au cours d'affrontements. Il a été blessé par balle et transporté à l'hôpital, a précisé la police. Son état de santé demeure inconnu.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE RAVIN DE LA LÉTALITÉ

De visu, la conscience commune ne s'est pas tardivement arrêtée devant l'inouï drame de la famille brûlée et calcinée dans l'incendie de sa maison. Le drame n'est pas dû à un accident, mais à la finalité d'un quadruple assassinat. Le père, la mère et leurs deux enfants ont subi une atrocité innommable dans un petit village dont l'auteur est un jeune de 21 ans.

A l'annonce du drame, le summum du malheur a voulu que sa perception ne représente qu'un fait divers une fois l'émotion éteinte. Comme si la mort se vendait au rabais tant la violence est devenue une denrée à consommer à satiété. La confusion entre la vie et la mort est éligible à une culture insensée pour

se demander à quoi tient maintenant la nature humaine.

Vingt et un ans ! A peine avoir fini de faire disparaître sa morve pour s'engager dans le ravin de la létalité et pour que la plus terrifiante des sciences-fictions devienne une réalité.

L'initiation à la mort s'est généralisée au quatre coins de la Terre et une déroute humanitaire est engagée. Qui et quoi donc incriminer ? L'éducation et la morale et leur transgression appliquée avec sauvagerie ? Les leçons de cruauté semées par une communication satanique

dans des cerveaux fertiles pour les plus cauchemardesques insanités ?

On en est à ne plus savoir départager entre les tragédies provoquées par les folies naturelles et celles imposées par les dégénérescences humaines. Les unes et les autres se liguent pour célébrer chaque jour qui passe les unions des événements catastrophiques. Les existences dramatiquement contrariées ne sont plus des représentations cinématographiques, comme suggéré hier, mais les tenants réels d'un dépérissement des millions de vies.

Par quoi donc le mental du jeune bourreau et assassin de 21 ans, de la région de Tlemcen a été structuré ? Pour que la marge entre la vie et la mort n'existe plus.